

**Documents d'Etude de la Formation Léon Lesoil
n°3 – Novembre 2010**

Droite extrême et extrême droite en Europe

**M.U. Crespo, L. Sebastiani, J. Pastor, C. Aruzza,
F. Mometti, J. Batou, R. Monzat**



**Formation Léon Lesoil asbl.
20 rue Plantin 1070 Bruxelles**

Une Europe en crise, une extrême droite en regain

Par Miguel Urbán Crespo

L'Europe est en crise et nous assistons à l'une des pires offensives antisociales de l'histoire récente. La crise est utilisée comme prétexte pour justifier et appliquer l'agenda « maximal » du néolibéralisme. Jusqu'à présent, face à ces attaques, la réaction des organisations politiques et sociales de gauche est restée relativement timide, comme si elles étaient assourdies par le choc d'un cauchemar qui semble sans fin.

Et l'extrême droite ? À quelques rares exceptions près, la crise a éclaté dans un contexte de recul généralisé de la gauche sur tout le continent, tandis que, parallèlement, depuis déjà plus de deux décennies, des formations néo-populistes de caractère totalitaire et xénophobe émergent. Depuis la montée du Front national français aux élections européennes de 1984, il s'est confirmé que le FN n'était pas une exception mais bien l'avant-garde d'une nouvelle extrême droite européenne. À la faveur de la crise actuelle et en l'absence d'une alternative de gauche crédible, cette droite extrême gagne non seulement en force, en visibilité et en poids électoral dans de nouveaux pays, où elle entre pour la première fois dans des parlements, mais en outre, elle se renforce et se consolide également là où elle avait déjà acquis des positions importantes.

Une analyse de l'ensemble de l'extrême droite et de ses résultats les plus récents semble indiquer qu'elle a su, mieux que d'autres forces, traduire l'inquiétude et la protestation contre la crise et l'actuel modèle de construction européenne. Lors des dernières élections européennes, c'est elle qui a connu la plus forte progression électorale, obtenant 37 eurodéputés. Dans toutes les élections qui ont suivi, cette progression a été confirmée : aux élections législatives hongroises d'avril dernier, le parti Jobbik a obtenu 17% des votes. Aux élections régionales françaises du mois de mars, avec 11,6%, le FN a connu une spectaculaire remontée électorale après son échec aux législatives de 2007 (4,29%). En Autriche, le FPÖ a obtenu 16% aux élections présidentielles, devenant le second parti ayant le plus de votes. En Italie, la Liga Norte est le parti le plus voté du nord du pays, avec 2,7 millions de suffrages. Aux Pays-Bas, le Parti de la liberté a consolidé ses bons résultats électoraux au scrutin européen, en obtenant aux législatives de juin dernier 17% des votes, passant de 9 à 24 députés et devenant désormais la troisième force politique dans le parlement. Lors des dernières élections législatives, le Vlaams Belang a obtenu 12,5% des votes en Flandre. (Le Vlaams Belang constitue une sorte d'exception dans le spectre de l'extrême droite européenne puisqu'il connaît un recul important depuis au moins deux élections, mais il maintient toutefois une base électorale de masse. NDT)

À cette liste, on peut également ajouter le succès du British National Party anglais, qui a obtenu deux eurodéputés ou encore le LAOS grec, avec 6% des votes et 15 élus aux législatives de décembre 2009. En Scandinavie, le Parti du peuple danois (DF) est, depuis 2001, l'indispensable soutien parlementaire du gouvernement libéral-conservateur, tandis qu'en Norvège, le Parti du progrès (FrP) est le deuxième parti du pays. Le résultat électoral le plus récent et notable de l'extrême droite est celui réalisé par les « Démocrates suédois » qui ont obtenu 20 sièges avec 5,7% des votes aux législatives du 21 septembre dernier.

Une telle liste ne peut générer qu'un sentiment d'intense inquiétude car elle indique clairement une tendance au renforcement et à la consolidation d'une extrême droite qui, dans la majeure partie de l'Europe, réussit à capitaliser un vote protestataire contre l'insécurité sociale et économique. D'autant plus que cette montée n'est pas contre-balancée — et s'explique ainsi en partie — ou disputée par une montée équivalente des forces anticapitalistes.

En outre, le succès de l'extrême droite ne se limite pas au seul terrain électoral ; elle obtient également des succès importants dans le domaine idéologique, en imposant à l'agenda politique ses thématiques et ses orientations puisque les grandes formations politiques conservatrices et social-libérales européennes

s'imprègnent, par contamination et par intérêt électoraliste, de plus en plus de ses discours. Ce processus a été désigné en France sous le nom de « lepénisation des esprits ».

Toutes ces organisations d'extrême droite, malgré toutes les différences entre elles qui sont le produit de contextes politiques, sociaux et économiques divers, ont des caractéristiques communes qui permettent de parler d'une véritable rupture avec les paradigmes du fascisme classique de la période de l'entre-deux guerres. On assiste à l'émergence d'une extrême droite du XXI^e siècle, néo-populiste et xénophobe.

Inmigration et xénophobie

L'un des principaux traits définissant cette nouvelle extrême droite est l'exaltation de la xénophobie, la peur et la haine de l'étranger pauvre et « différent ». Le national-populisme, élément idéologique clé des nouvelles formations d'extrême droite, est une lecture schématique et manichéenne de la réalité, aisément compréhensible et dans laquelle prédomine la figure d'un ou plusieurs boucs émissaires et agents « anti-populaires » et anti-nationaux qui seraient à la racine des maux dont souffre la « communauté nationale ». Tandis que le fascisme classique élaborait un discours reposant en grande mesure sur l'exploitation des boucs émissaires et des « conspirations » judéo-maçonniques et communistes, les nouvelles organisations d'extrême droite font de l'immigration en général le bouc émissaire des maux de notre société.

La rencontre entre nationalisme, populisme et xénophobie s'est transformée en une recette politique à succès en vertu d'une série de conditions favorables. L'augmentation généralisée du chômage et l'immigration en Europe depuis les années 1970 à 1990 ont créé un climat propice à l'extension des discours xénophobes. La concurrence, au lieu de la coopération, entre les travailleurs « de souche » et ceux d'origine immigrée pour des ressources de plus en plus réduites (travail, logement, prestations sociales, etc.) dans un climat de récession économique et de démantèlement de « l'État-providence », tout cela a favorisé l'extrême droite, lui permettant d'avancer des réponses simplistes à des problèmes complexes. Le traditionnel « ennemi extérieur » — le communisme — a été remplacé par un nouvel ennemi, cette fois-ci intérieur ; l'immigration.

Les « immigrés », du moment qu'ils soient pauvres, sont présentés par l'extrême droite comme le nouvel ennemi de l'Europe du XXI^e siècle. Tout en niant le droit universel des personnes à chercher un avenir plus digne, les immigrés sont représentés comme des « parasites » qui viennent voler nos richesses et accaparer les maigres prestations sociales d'un État-providence en déliquescence. L'extrême-droite exploite de manière populiste la peur de l'étranger, de la différence, exalte une supposée primauté nationale pour les « autochtones » et dénonce les autres partis comme étant favorables à ces immigrés. En 1992, le slogan du FN français aux élections présidentielles l'énonçait clairement : « Ils préfèrent les étrangers. Nous préférons les Français. Votez Français ».

Le succès de l'extrême droite ne peut pas seulement se mesurer sur base de ses résultats électoraux ou de son accession au pouvoir comme dans les cas italien, autrichien, roumain, polonais ou suisse. Il faut surtout prendre en compte le fait qu'ils sont parvenus à imposer sur l'agenda politique européen les questions de l'immigration et de l'insécurité comme étant des « problèmes fondamentaux ».

Ainsi, comme le souligne le politologue Piero Ignazi, l'exploitation habile de la thématique de l'immigration a permis à l'extrême droite d'atteindre un vaste consensus entre des secteurs sociaux hétérogènes, en s'adressant à la population en termes de « valeurs » et « d'identité », et non plus en termes d'intérêts économiques ou de classe. Cette stratégie leur a permis de dépasser les frontières sociales qui, il y a à peine deux décennies, semblaient insurmontables et, depuis plusieurs années, leur succès influence les partis conservateurs classiques, en plein processus d'adaptation aux discours xénophobes. Pour leur part, les partis sociaux démocrates convertis au social-libéralisme ont également abdicé et cédé aux sirènes xénophobes, en appliquant des politiques régressives par rapport aux droits fondamentaux, pavant ainsi la voie à la consolidation et à l'extension des options politique d'extrême droite.

L'islamophobie

Il existe dans le discours xénophobe contre l'immigration certaines différences. On assiste ainsi à une montée importante de l'islamophobie ; tous les immigrés ne sont pas haïs de la même manière par l'extrême droite. À la fin de la Guerre froide, les puissances occidentales, États-Unis en tête, avaient besoin d'un nouvel ennemi mondial pour remplacer le communisme et ce fut l'Islam. On a ainsi élaboré tout un discours qui nous présente le monde musulman comme un tout homogène et atavique, incapable de

progresser vers la modernité, à l'opposé d'un Occident — ou d'une partie de l'Occident — présenté comme seul digne représentant de la « civilisation ». Des théories telles que le « Choc des civilisations » de Samuel P. Huntington, qui jouit d'une grande influence parmi les néo-conservateurs aux États-Unis, définit ainsi la culture musulmane : « Partout, les relations entre les musulmans et les personnes d'autres civilisations ont été en général antagonistes ; la majorité de ces relations ont été violentes dans le passé et une partie a été violente dans les années 1990. Où que nous portions notre regard tout au long des frontières de l'Islam, les musulmans ont des problèmes à vivre de manière pacifique avec leurs voisins (...). Les frontières de l'Islam sont sanglantes, tout comme le sont ses zones et territoires internes ».

La construction de l'Islam comme nouvel ennemi mondial, tout particulièrement à partir des attentats du 11 septembre 2001, a généré un climat favorable pour les organisations d'extrême droite, qui ont commencé à alimenter et à exacerber le discours islamophobe dominant. Ainsi, la nouvelle extrême droite ne justifie plus son aversion envers les musulmans en termes racistes ou « biologiques », au nom de la « supériorité d'une race sur une autre », mais bien en termes culturels et identitaires. La « préférence nationale » ne s'applique plus seulement sur le terrain du travail ou des droits sociaux, elle est élargie au domaine culturel. Cela permet à l'extrême droite de présenter la religion musulmane comme étant radicalement incompatible avec les « valeurs et l'identité européennes » car elle subvertirait ses traditions, sa culture et ses racines. En outre, cela lui permet de brouiller les pistes en instrumentalisant des arguments « progressistes » dans les débats sur le foulard ou le niqab, tout en assimilant purement et simplement l'Islam avec le terrorisme, comme le fait Geert Wilders, leader du parti islamophobe hollandais dans son documentaire « Fitna » (le Calvaire).

De plus, la majorité de ces partis lie étroitement la communauté musulmane avec la croissance de la criminalité et de l'insécurité urbaines. C'est notamment le cas du Vlaams Belang, dont le rejet de l'immigration se concentre essentiellement à l'encontre des musulmans qui sont collectivement rendus coupables du trafic de drogues et de l'insécurité urbaine.

L'islamophobie et l'extrême droite : des noms, des dates, des faits

Le thème de la lutte contre l'islamisation, autrement dit l'islamophobie, est un thème largement fédérateur. Il est d'abord fédérateur des différents courants xénophobes, réactionnaires et nationalistes entre eux (Front national, Parti de la liberté, Vlaams Belang, Lega Nord, FPÖ et BZÖ autrichiens...), mais aussi de ces mouvements institutionnalisés avec des groupements à l'idéologie clairement néonazie ou fasciste, qui gravitent autour d'eux. L'islamophobie se construit à travers une série d'amalgames : le premier consiste à assimiler toute pratique religieuse musulmane à un islam violent, archaïque et conquérant ; le deuxième identifie l'islam à une religion étrangère, culturellement incapable de s'intégrer à l'Europe « chrétienne » ou « libérale et moderne » ; et le troisième permet d'ajouter la guerre sainte et la menace sécuritaire à l'islam. Par connotation, « islam » devient ainsi équivalent de rétrograde, d'envahisseurs doublement étrangers et de terrorisme potentiel.

- 21 mars 2007, première apparition du blog « Stop Islamisation of Europe » inspiré par l'égérie islamophobe états-unienne Pamela Geller. « Nous autres les silencieux qui ne nous plaignons jamais et sommes aujourd'hui gagnés par l'impatience nous avons perdu la foi en nos politiciens et entamons notre propre résistance à l'islamisation rampante de l'Europe ».
- 1er mai 2007, l'UDC lance l'initiative « contre la construction de minarets ». Fin mai 2007, l'Office fédéral de la justice se demande « si (...) une législation contre le racisme n'entame pas de manière excessive le droit des Suisses à la préservation de leur propre identité, respectivement à la délimitation par rapport aux étrangers ».
- 17 janvier 2008, à l'initiative de Filip Dewinter, député anversoïse et porte-parole du Vlaams Belang flamand, plusieurs mouvements nationaux et identitaires européens constituent l'organisation européenne « Les villes contre l'islamisation » et créent une structure commune.
- 8 juillet 2008, le Comité « contre la construction de minarets » a déposé son initiative à la Chancellerie fédérale avec 114.895 signatures, 14 mois après son lancement le 1er mai 2007.
- 19 au 21 septembre 2008, la coalition des villes « contre l'islamisation des villes européennes » tient congrès à Cologne contre la construction d'une mosquée. L'extrême droite européenne s'y presse.
- Le 26 novembre 2009, la Suisse vote par référendum contre la construction des minarets et adopte, avec 57,5% des votes l'initiative de l'UDC qui s'inspire elle-même de la réglementation « anti-minarets » de deux Länder autrichiens dominés par le FPÖ, le Vorarlberg et la Carinthie.

La sécurité

L'insécurité urbaine est l'un des points centraux du discours xénophobe contre l'immigration et l'intégration, tous les partis d'extrême droite assèment de manière répétée la même triade « délinquance-insécurité-immigration ». Ces partis cherchent à démontrer qu'il existe un lien de cause à effet entre l'augmentation de l'immigration et celle de la criminalité, se profilant ainsi comme des partisans de l'ordre et de la sécurité, favorables à une politique de « tolérance zéro » à la fois contre l'immigration et la délinquance.

Il s'agit là d'une vieille thématique, héritée des fascismes de l'Entre-deux-guerres qui utilisaient la crainte des conflits ouvriers et la montée du communisme pour mobiliser les secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie en leur faveur, en se présentant comme un antidote au « chaos et à la révolution », comme les partis de la « loi et de l'ordre ». L'ennemi communiste et la peur de la révolution ont tout simplement été remplacés dans les discours et dans l'imaginaire de la nouvelle extrême droite par l'immigration et la délinquance. Une ennemi qui permet de mobiliser tout un électorat frappé par la crise sociale et économique et inquiet face aux changements accélérés par la globalisation capitaliste.

Ce discours sécuritaire est également assumé et partagé par les partis de droite, conservateurs et sociaux-libéraux dans leur concurrence électorale. De fait, l'une des raisons du succès obtenu par Le Pen aux élections présidentielles de 2002 ne fut pas seulement le fait d'avoir récolté 16,8% des votes au premier tour — ce qui lui a permis, pour la première fois de l'histoire en France, de passer au second tour —, son véritable succès fut de parvenir à imposer dans la campagne électorale et à tous les autres partis traditionnels les thèses du FN sur l'immigration et l'insécurité.

L'agitation autour du fantasme de l'insécurité urbaine et de son étroite relation avec l'immigration a également été utilisée dans des campagnes électorales où l'extrême droite n'était pourtant pas présente, comme dans le cas de l'État espagnol, où le PP (Parti populaire) a mis en avant un discours et des mesures que Le Pen pourrait signer des deux mains. Autrement dit, la tendance extrêmement dangereuse de l'adaptation des partis traditionnels aux discours et mesures xénophobes de l'extrême droite se confirme, y compris lorsqu'il n'existe pas de concurrence électorale de cette dernière.

Ces discours, fondamentalement destinés à capter un vote protestataire ou de mécontents, sert de bouillon de culture aux explosions de haine, de violences xénophobes et de « chasse à l'étranger » qui se succèdent depuis quelques années en Europe. Au mois de mai dernier, les rumeurs sur l'enlèvement d'un bébé par une gitane à Naples ont provoqué une orgie de violences racistes contre des campements roms. Des hommes armés de barres de fer ont incendiés des caravanes et expulsé les Gitans de leurs caravanes au cours de dizaines de raids, orchestrés par la mafia locale, la Camorra.

Le cas italien est particulièrement préoccupant, non seulement par l'ampleur de ce type d'agression mais aussi de par la réaction du gouvernement de Berlusconi face à ces événements. « C'est ce qui arrive quand les Gitans volent des bébés » s'est contenté de répondre le Ministre de l'intérieur Maroni, tandis que son collègue et leader de la Liga Norte, Umberto Bossi, a tout bonnement déclaré que « Les gens font ce que la classe politique ne peut pas faire ».

Préférence nationale : un nationalisme intérieur

Le nationalisme de la nouvelle extrême droite n'a pas une vocation extérieure, il n'est pas guidé par la soif de construire un empire colonial ou d'annexer des territoires à des États voisins, comme ce fut le cas pour les fascismes de l'Entre-deux-guerres. Presque tous les vieux antagonismes et conflits territoriaux en Europe occidentale, qui impliquaient alors des pays tels que l'Allemagne et la France, ont cessé d'exister depuis de nombreuses années. Dans ce contexte, l'extrême droite a du rénover son discours nationaliste, d'autant plus que son autre bête noire, la « menace communiste », n'était plus crédible.

Ainsi, le nationalisme de la nouvelle extrême droite se structure désormais essentiellement autour de l'exaltation et de la préservation d'une « identité nationale » supposée menacée par l'accélération du processus de la mondialisation de l'économie, des cultures et des communications. On postule la défense d'une identité nationale face aux processus « d'uniformisation globale » dans le but de capitaliser les

craintes face à ce dernier, comme le déclin de l'État providence, les délocalisations d'entreprises, la crise de l'ancien modèle du marché du travail, et la peur face au défi de l'immigration.

Le nouveau discours nationaliste de l'extrême droite européenne se présente ainsi comme un phénomène à vocation intérieure, qui prétend sauvegarder l'identité nationale contre l'immigration, la mondialisation, et le colonialisme culturel. Avec ce programme, il tente de mobiliser les peurs parmi des secteurs importants de la société européenne face à l'insécurité que représente l'accélération du néolibéralisme.

Ils avancent ainsi des réponses simplistes et identitaires face à des problèmes complexes auxquels les partis traditionnels ne peuvent ou ne veulent pas apporter des solutions. Dans ce sens, les partis d'extrême droite tentent de « dépasser » la dichotomie traditionnelle « gauche-droite », en mobilisant leur électorat sur base de critères d'identité et non de classe. Filip Dewinter, leader du Vlaams Belang, a affirmé que son parti devait son succès au fait d'avoir été capable de « remplacer la vieille division entre le capital et le travail, par un nouvel axe qui oppose le peuple et son identité au multiculturalisme » (Casals, X. (2003) *Ultrapatriotas. Extrema derecha y nacionalismo de la guerra fría a la era de la globalización*. Barcelona: Crítica: 47).

La « particratie » et le vote protestataire. Clés d'un nouveau populisme

La capacité de capter électoralement ce qu'on appelle le « vote protestataire » a joué un rôle déterminant dans la croissance et la consolidation d'une bonne partie des nouvelles formations d'extrême droite. Cette capacité est notamment due au fait que l'extrême droite a su habilement exploiter une série de circonstances nouvelles. La première d'entre elles provient d'un processus qui s'est étendu à toute l'Europe au cours des dernières décennies et dans lequel tant les partis traditionnels que les structures gouvernementales ont renforcé le rôle et la place joués par des individus à l'opposé des anciens modes de direction plus collégiales, surtout dans les vieux systèmes parlementaires où le charisme du chef du gouvernement n'était pas un élément indispensable.

On a pu observer ce processus en France, où le leadership présidentiel s'est renforcé avec la Ve République, mais aussi en Allemagne et en Italie. Ce processus de renforcement de la figure des leaders au détriment de l'idéologie, lié à une « américanisation » de la politique européenne, a créé un contexte favorable pour la figure traditionnelle du leader absolu dans les formations d'extrême droite. La totalité de ces partis en Europe a fait reposer son succès dans la popularisation d'un leadership fort et charismatique autour de sa figure de proue. Les cas les plus emblématiques sont ceux du FN avec Le Pen et de la Liste de Pim Fortuyn, qui s'est électoralement construite exclusivement autour de sa personne. Cette « désidéologisation » de la politique électorale européenne a favorisé l'émergence d'un national-populisme rénové autour d'un leadership fort.

Le discours populiste d'extrême droite martèle l'idée d'une « trahison du peuple » par les élites politiques, culturelles et économiques, qui se préoccupent exclusivement de leurs intérêts de castes. De là, la nécessité d'une mobilisation du peuple afin que la communauté nationale récupère son identité au nom de ses intérêts propres. La clé idéologique du populisme réside dans l'utilisation politique du terme « peuple » comme d'une communauté politique nationale. Un peuple idéalisé et formé par une majorité d'hommes « quelconques » dotés d'un instinct et d'une sagesse politiques innés qu'ils ne peuvent pas développer parce que les élites corrompues les ont trahis.

L'unité de ce peuple doit se réaliser au travers d'un mouvement qui dépasse les partis et les classes. De cette conception découle le fait que la majorité des formations politiques d'extrême droite n'a pas adopté le terme de « parti » mais bien ceux de front, bloc, mouvement, alliance, etc. En outre, cette conception de l'organisation politique renforce l'idée de rupture avec la lutte des classes comme moteur du conflit et des contradictions politiques, en faveur d'un rassemblement interclassiste conçu dans l'esprit de l'extrême droite comme la forme d'expression la plus adéquate pour exprimer les intérêts de la « communauté nationale ».

Le peuple était le mot le plus répété par le fascisme de l'entre-deux guerres, le nazisme l'invoquait constamment et son idéologie était indissociable de la « Volksgemeinschaft », la « communauté nationale populaire ». La nouvelle extrême droite se réfère également constamment au peuple, mais le terme a aujourd'hui une double signification : le peuple est toujours la « communauté nationale » mais, et il s'agit d'une différence fondamentale par rapport au fascisme classique, il est également le dépositaire d'une souveraineté nationale étouffée par une oligarchie politique et des institutions supra-étatiques.

Tandis que le fascisme classique méprisait toute forme de démocratie, l'extrême droite actuelle en fait aujourd'hui un cheval de bataille. Elle invoque, comme un élément fondamental dans sa propagande électorale, la nécessité de récupérer la démocratie bafouée par une oligarchie corrompue désignée sous le terme de « partitocratie ». Le succès électoral de l'extrême droite sous la bannière d'une « authentique démocratie » ne peut se comprendre qu'en soulignant le déficit démocratique des sociétés dans lequel il surgit et au sein desquelles on a assisté à une délégitimation de la politique et du politique et à une dévalorisation des idéologies. Le contexte du déclin de la gauche traditionnelle, du communisme officiel, de la social-démocratie devenue social-libérale et de la faiblesse de la gauche anticapitaliste, a fait que le vote protestataire qui s'exprime aujourd'hui contre les déficits démocratiques est essentiellement accaparé par l'extrême droite.

La conquête des mass media

L'un des principaux obstacles pour l'extrême droite à l'heure d'exploiter et de renforcer son poids électoral est constitué par les médias. Sa relative absence dans les moyens de communication et particulièrement à la télévision a agi comme un contre-feu dans le cas espagnol, du moins jusqu'à présent. De fait, la majorité des succès rencontrés par l'extrême droite européenne ont été précédés par son entrée, en tant que groupe politique ou au travers de ses dirigeants, dans le circuit médiatique de masse.

Les politologues Yves Mény et Yves Surel soulignent dans ce sens que les leaders du nouveau populisme d'extrême droite « ont su utiliser à merveille le talon d'Achille de la société médiatique, autrement dit son intérêt quasi pathologique pour le scandale ». En définitive, les populismes nationaux, comme le souligne Moreau, sont des agences de mobilisation symbolique et requièrent une présence médiatique. Ils entrent en crise quand ils n'y trouvent pas de place ou que leur image médiatique ne fonctionne pas. (Casals 2003, :53)

La réalité européenne a démontré que, dès qu'ils parviennent à atteindre une certaine notoriété publique et à acquérir une certaine base sociale, il est quasiment impossible de les déloger de la scène médiatique. Une fois de plus, les cas de Le Pen, pionnier en la matière, et de Pim Fortuyn aux Pays-Bas, sont emblématiques.

En guise de conclusion

L'extrême droite d'aujourd'hui est le fruit d'un long processus de maturation, mené depuis au moins deux décennies et demi. Il s'agit d'une droite radicale distincte des fascismes de l'Entre-deux-guerres, mais qui conserve une bonne partie de leur cosmologie et de leur composition identitaire.

C'est une extrême droite qui a su exploiter les contradictions du système lui-même et du néolibéralisme de ces dernières décennies, en mettant en avant un discours homogène, simpliste mais suffisamment cohérent que pour opposer un paradigme social et politique propre sur lequel elle a consolidé une base sociale diversifiée. Dans un contexte de crise économique systémique, d'austérité, d'attaques contre les droits sociaux et les droits des travailleurs, de malaises divers, d'insécurité face à l'avenir, il se crée un terrain encore plus favorable pour une connexion entre ces problèmes complexes avec les réponses simplistes et les boucs émissaires mis en avant par des partis populistes d'extrême droite, qui remettent en question le système tout en restant dans son cadre.

Il faut être particulièrement attentifs aux processus qui sont en train de se dérouler en Europe, non seulement par rapport aux expériences anticapitalistes qui, timidement, commencent à émerger, mais aussi en tournant notre regard vers cette nouvelle extrême droite afin de mieux la combattre. Analyser les discours et les éléments clés des succès de l'extrême droite européenne est une tâche urgente et indispensable afin d'affronter les défis et les périls qui risquent de surgir de la crise actuelle.

Article publié dans la revue « Viento Sur », n°111, juillet 2010. Miguel Urban Crespo est militant de la Gauche anticapitaliste (Izquierda Anticapitalista) dans l'Etat espagnol et fait partie de la rédaction de la revue « Viento Sur ».

Les politiques migratoires en Europe et le pouvoir d'influence de l'extrême droite

Par Luca Sebastiani

S'il y a bien un élément commun entre les principales formations d'extrême droite au niveau européen, c'est leur rejet de l'immigration. La totalité de ces organisations hétérogènes font des immigrés, de préférence pauvres et non occidentaux, les boucs émissaires de la dégradation des conditions de vie socio-économiques.

De plus, ce rejet s'est propagé, avec une facilité relative, bien au-delà de ces formations, imprégnant le débat politique dans son ensemble car étant partiellement assumé par les partis majoritaires et les institutions de l'UE elles-mêmes. On peut parfaitement parler d'un véritable « pouvoir d'agenda », compris dans le sens de la capacité d'établir les priorités programmatiques, les problèmes soulevés et les discours qui déterminent les termes du débat politique dominant.

Dans ce sens, l'extrême droite a commencé à engranger ses succès à partir de la fin des années 1980, puisqu'elle a su introduire à l'ordre du jour certaines questions, présentées comme des phénomènes étroitement liés entre eux, telles que la sécurité, l'immigration « illégale » et « incontrôlée » et la « perte de l'identité nationale ». Cette dernière thématique, en particulier, a commencé à prendre une importance croissante puisque l'identité est aujourd'hui conçue d'une manière essentialiste, en tant que caractéristique ethno-culturelle correspondant à un peuple, ou comme un attribut civico-politique qui se considère comme un produit original de la tradition européenne et nationale. De là découlent les tests d'intégration auxquels sont soumis les immigrés sur les « valeurs civiques » ou le débat lancé par Sarkozy sur la nature de l'identité française.

Les origines de la question: l'immigration en tant que « problème »

Dans l'Europe capitaliste, la « découverte » de l'immigration comme fait politique central surgit au début des années 1970, lorsque la plupart des pays, face à la récession économique, mettent un terme aux politiques d'importation de main d'œuvre étrangère et inaugurent une phase de fermeture (relative) des frontières. Selon une lecture simpliste, on pense que les travailleurs étrangers vont rentrer dans leur pays, ce qui ne se produit pas. Au contraire, leur nombre augmente au cours des années suivantes, avec les déséquilibres Nord-Sud croissants provoqués par la mondialisation, l'offensive néolibérale, l'effondrement du « socialisme réel » et l'émergence de la question des réfugiés.

La présence de migrants, dans ce contexte nouveau, devient un « problème » pour les différents gouvernements, qui adoptent des mesures restrictives variées, créant ainsi un cadre politique et rhétorique qui sera efficacement exploité par les partis d'extrême droite. En effet, les nouveaux partis « post » ou « neo » fascistes et populistes, vont rapidement apprendre à politiser avec succès la question migratoire, en rejetant la culpabilité de tous les maux sur ces « autres », supposément porteurs d'une altérité irréductible.

Le politologue italien Ignazi (2006) illustre cette dynamique en faisant référence à l'expérience du Front national en France. Lors des élections européennes de 1984, ce parti fait irruption avec force sur la scène publique en obtenant 11,1% des suffrages et deux parlementaires. Sa campagne électorale a reposé en grande partie sur la problématisation de l'immigration, considérée comme la cause de l'insécurité urbaine, de l'augmentation du chômage et de la concurrence pour des services sociaux restreints; une situation face à laquelle le FN dresse la bannière de la « préférence nationale » (« les Français d'abord »).

Les partis du centre-droite traditionnel (UDF et RPR), jouant les apprentis sorciers, acceptent ce terrain de confrontation et reprennent à leur compte une bonne partie des thématiques lepénistes, légitimant ainsi un nouvel espace politique qui, cependant, sera occupé au cours des années suivantes par le protagonisme

croissant du Front national. Comme le souligne D'Appollonia : l'utilisation de la xénophobie par l'extrême droite a été facilitée par la banalisation des préjugés xénophobes, et cette banalisation a été accélérée par les partis traditionnels quand, dans leur tentative de freiner le succès de l'extrême droite, ils ont adopté des positions similaires sur les thèmes de l'immigration, de l'identité nationale, ou de la sécurité (D'Appollonia, 2007: 200).

Ce processus de modification de l'agenda politique s'est étendu dans toute l'Europe, quelles que soient les attitudes formelles adoptées envers l'extrême droite. Tant les gouvernements qui ont installé un « cordon sanitaire » destiné à l'écartier du pouvoir et à l'isoler, que ceux qui l'ont intégré au sein de coalitions majoritaires, tous ont terminé par se placer sur son terrain en termes de discours et de contenu politique.

Ainsi, la véritable victoire de l'extrême droite a été la normalisation de son discours et l'introduction de ses thématiques à la fois dans le débat général comme dans les politiques publiques officielles. Dans la suite de cet article, nous analyserons comment s'articule aujourd'hui ce pouvoir d'agenda sur les politiques migratoires de plusieurs pays européens.

France : le FN comme fer de lance de la droite xénophobe

La montée du Front national aux européennes de 1984 consacre cette formation comme étant le principal parti émergent de la droite populiste et xénophobe européenne. La capacité médiatique de son leader, Le Pen, ensemble avec les nouvelles revendications mises en avant — non à l'immigration, défense de l'identité française entendue dans un sens réactionnaire et de préférence nationale — fait du FN le premier parti anti-immigrés au niveau européen et montre la voie de la nouvelle stratégie à suivre dans les autres pays.

Dans les deux dernières décennies, l'importance accordée par les lepénistes aux thématiques migratoires n'a pas seulement augmenté, elle a de plus pris de plus en plus la forme d'une islamophobie marquée. En 1991, le FN lance son programme « Immigration ; 50 mesures concrètes », où il propose d'interrompre la construction de mosquées et d'établir un contrôle strict sur les centres islamiques (Betz, 2007). Lors des élections présidentielles de 2002, avec un débat général centré sur l'immigration et la sécurité, il obtient 16,86% des suffrages et passe au second tour.

Face à ce succès notable, on assiste alors à une radicalisation croissante de la droite traditionnelle, qui peut être observée en comparant les programmes électoraux du FN et de l'UMP aux élections de 2007. Le Front national exige que les aides sociales soient réservées aux Français ; l'expulsion de tous les « illégaux » ; la suppression du regroupement familial et de l'obtention « automatique de la nationalité » ainsi que la réduction du permis de résidence de 10 à 3 ans (EFE, 2007). L'UMP, pour sa part, plaide pour créer un Ministère spécifique de l'Immigration ; pour favoriser la seule immigration qualifiée et propose des subsides aux imams musulmans afin qu'ils enseignent les « valeurs françaises » ; s'oppose à l'entrée de la Turquie dans l'UE, etc. Son leader, Sarkozy, se profile de plus en plus comme un partisan de la ligne « dure » par sa politique au Ministère de l'Intérieur, notamment au cours de la révolte des banlieues de 2005.

Ainsi, la victoire de l'UMP, loin de supposer un adoucissement des politiques migratoires, marque leur durcissement. Comme prévu, on instaure un Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Co-développement. Son ministre, Brice Hortefeux, fait passer une loi qui impose, pour les futurs regroupements familiaux, l'organisation de cours sur les « valeurs françaises » dans le pays d'origine, la connaissance de la langue et la signature d'un « contrat d'intégration » qui responsabilise la personne résidant déjà sur le territoire par rapport à la conduite du candidat ou de la candidate au regroupement familial. On établit également un test d'ADN pour vérifier la véracité des demandes, ainsi que la récolte d'informations démographiques basées sur des critères ethniques.

Une autre mesure impulsée par le gouvernement Sarkozy, cette fois-ci au niveau communautaire, est le « Pacte européen sur la migration et l'asile », approuvé par le Conseil européen d'octobre 2008. Ce document, outre la sanction qu'il donne aux priorités de l'UE sur cette matière au cours des dernières années, met en avant des politiques d'intégration « reposant sur l'équilibre entre les droits (accès à l'emploi, au logement et aux services sociaux) et les obligations des migrants (respect des lois et de l'identité du pays d'accueil) ». Traduit du langage juridique à un style moins grandiloquent, cela revient à dire que les droits sont conditionnés au respect d'une supposée « identité » du pays d'accueil, pensée en des termes de plus en plus culturels et essentialistes.

Dans cette foulée, au début de 2009, le nouveau ministre de l'Immigration, Éric Besson, lance un « débat sur l'identité nationale » pour réaffirmer l'orgueil d'appartenir à la nation. L'appel de Le Pen à la défense des traditions et de l'identité française trouve là un nouveau point d'appui de la part de la droite gouvernementale. (À l'été 2010, avec l'expulsion collective des Roms sur bases ethniques et le projet de loi de « déchéance » de la nationalité française pour les personnes « d'origine immigrée » ayant attenté à la vie de représentants des forces de l'ordre, un nouveau pallier a été atteint, NDT).

En fin de compte, si le FN a connu des hauts et des bas électoraux, il a gagné le plus important : ses thématiques sont aujourd'hui au cœur et conditionnent entièrement le débat politique. La lepénisation des esprits n'est plus un vain mot, comme Le Pen lui-même l'a déclaré pendant les élections de 2002 ; « Tout le monde parle comme moi, je me suis normalisé » (Casals Meseguer, 2003: 70).

Pays-Bas : le mouvement anti-musulman

Plusieurs pays de l'Europe du Nord, comme la Suède, le Danemark et les Pays-Bas, ont été historiquement célébrés pour leur État providence et ont également longtemps été considérés comme des modèles de référence exemplaires pour leurs politiques multiculturelles et respectueuses des droits, tant des immigrés que des populations « autochtones ». Malgré cet héritage, au cours de la dernière décennie, on a assisté à un tournant régressif, caractérisé par l'émergence de formations d'extrême droite ayant une orientation islamophobe très marquée. Le cas hollandais, où 8% de la population est de confession musulmane, est emblématique de ce phénomène à partir du triomphe de la Liste Pim Fortuyn aux élections de 2002. Une formation politique qui, malgré l'assassinat de son leader, obtient 17% des votes et participe, même si ce n'est que quelques semaines, au pouvoir dans le gouvernement de Jan Peter Balkenende. Cet événement représente la légitimation officielle des discours xénophobes.

Après la dissolution de la LPM, le Parti pour la liberté représente depuis lors la principale force anti-immigrés : après avoir obtenu 16,9% aux dernières élections européennes, elle a obtenu un raz-de-marée électoral aux élections locales à Almere et à La Haye pour ensuite tripler le nombre de ses élus lors des élections législatives de juin (de 9 à 24 sièges sur 150). Son leader, Geert Wilders, considéré comme l'héritier de Pim Fortuyn, poursuivi pour incitation à la haine, développe un discours économiquement libéral et se pose en défenseur des libertés civiles qu'il oppose à l'immigration non occidentale. Il considère l'Islam comme une idéologie totalitaire « fasciste » (comparant le Coran avec Mein Kampf), comme une culture homogène opposée aux droits de l'Homme et aux droits des femmes et des homosexuels.

Selon ses propres termes ; « Pourquoi ne serait-il pas permis de dire que les musulmans doivent s'adapter à nous, vu le fait que nos normes et nos valeurs sont plus élevées, meilleures et plus humaines ? Je dis non à l'intégration et oui à l'assimilation ! » (Betz, 2007: 128-129). Lors de sa dernière campagne électorale, Wilders a ouvertement déclaré sa haine de l'Islam, il a affirmé que Mahomet était un terroriste et que lorsqu'il croise une personne avec un foulard, il se sent dans un autre pays. (Wilders défend ainsi l'instauration d'une taxe pour celles qui le portent, NDT). Il a également proposé de fermer les frontières aux ressortissants des pays musulmans, d'interdire le Coran et de réguler la vente des aliments halal (Oliver, 2010)...

Dans le cas hollandais, nous voyons que la diffusion d'un sentiment anti-immigrés n'a pas été un simple « produit d'importation » de l'extrême droite, mais bien un processus plus général de remise en question de la « tolérance » traditionnelle auquel les partis traditionnels ont activement participé. Par exemple, au cours de ces dernières années, ont été adoptées des mesures qui rendent plus difficile l'obtention du statut de réfugié politique. On a réalisé des déportations massives de demandeurs d'asile et on a mis sur pied l' « Inburgeringscursus », un cours d'intégration obligatoire qui comprend l'étude de la langue, de la culture et des « valeurs hollandaises ». Dans un tel contexte, l'extrême droite ne peut qu'être à l'aise.

Italie : l'extrême droite au pouvoir

Dans ce pays, à côté de formations d'orientation néofasciste et « nationalistes-révolutionnaires » relativement marginales, existent d'autres forces anti-immigrés qui influencent directement les politiques menées à partir de positions gouvernementales. Par rapport aux premières, il faut mentionner des organisations telles que Forza Nuova, Fiamma Tricolore, Casa Pound, qui, entre autres choses, proposent l'instauration d'une « mutuelle sociale » et des prêts avantageux pour l'achat d'un logement uniquement pour les citoyens italiens.

Dans les partis institutionnels, il existe au moins trois courants significatifs : la Fondation « Fare Futuro » dirigée par le président de la Chambre des Députés, Gianfranco Fini, ex secrétaire du Movimento Sociale Italiano — héritier du Parti fasciste mussolinien — devenu ensuite l'Alleanza Nazionale qui a finalement fusionné avec Forza Italia pour fonder le parti du Peuple des libertés de Berlusconi — avant de rompre récemment avec lui. Cependant, à partir de positions ouvertement xénophobes ce parti a de plus en plus évolué vers une droite conservatrice classique, proposant y compris le droit de vote pour les immigrés aux élections municipales.

En second lieu, on trouve le parti La Destra (la droite), qui a oscillé entre des positions pro-gouvernementales et des postures plus « critiques » et « sociales » et dont la porte-parole est Daniela Santanchè, qui a déclaré au cours d'un récent programme télévisé que Mahomet était un pédophile.

Il y a, enfin, le parti le plus ouvertement raciste et influent dans l'arène politique, la Liga Norte. Son discours n'a rien à envier à celui du Front national, il est même plus grossier encore. Une de ses figures de proue, Mario Borghezio a été le protagoniste d'actes racistes répétés tels que la dispersion de restes de porcs sur un terrain destiné à la construction d'une mosquée ou encore son irruption dans un train avec un vaporisateur de parfum afin de le « désinfecter » de la présence d'immigrés... L'un de ses ministres, Roberto Calderoli, a déclaré par rapport aux musulmans : « S'ils pensent que leur civilisation est grande, qu'ils le démontrent. Si ce n'est pas le cas, la porte est grande ouverte. Laissons-les retourner dans leur désert pour parler avec les chameaux ou dans leur jungle pour parler avec les singes » (Betz, 2007: 120-121).

Bien plus qu'un phénomène de pouvoir d'influence sur l'agenda politique, on peut parler dans le cas italien d'une profonde imbrication entre l'exécutif de Berlusconi et la droite raciste. Ce qui ne veut nullement dire que les précédents gouvernements de centre-gauche étaient blancs comme neige sur ce terrain là, bien au contraire.

En effet, la loi « Turco-Napolitano » (1998), approuvée par le gouvernement de Prodi, a été la première à établir les Centres de transit temporaires (CIE), des centres de rétention pour immigrés « illégaux ». Sa réforme de la part de la droite au travers de la loi « Bossi-Fini (2002) n'a fait que durcir les mesures répressives déjà existantes, par exemple en accélérant l'expulsion immédiate des « illégaux ». Il faut dire qu'en Italie, le discours sécuritaire atteint des dimensions incroyables : en 2008 le gouvernement était disposé à réaliser un fichage collectif de la population gitane malgré les protestations de l'UE. En 2009, il a approuvé le « paquet de sécurité » qui crée le délit d'immigration illégale, augmente la durée de détention dans un CIE jusqu'à six mois, prévoit des peines d'emprisonnement pour ceux qui hébergent des sans-papiers et « libéralise » les patrouilles de milices privées non armées. En janvier 2010, juste après les événements de Rosarno, Berlusconi déclare qu'« Une réduction du nombre des personnes extra-communautaires en Italie représente une diminution des forces qui vont grossir les rangs des criminels » (Velasco, 2010).

Le thème de l'intégration au niveau local acquiert aujourd'hui une centralité renouvelée puisqu'il se traduit par une forte conflictivité autour du partage de services sociaux sans cesse plus réduits. On assiste à l'émergence de « maires-shériffs » tel que celui de la municipalité d'Adro qui, en avril dernier, en se justifiant de la préférence nationale, a approuvé l'exclusion des enfants d'immigrés des cantines scolaires, prenant prétexte de l'insolvabilité des parents. On assiste également dans le sud de l'Italie à d'autres cas d'apartheid, comme à Foggia où l'on a établi une ligne d'autobus qui, de facto, est réservée aux étrangers qui résident dans un centre d'accueil des environs. Les autorités italiennes ont instauré, comme dans d'autres pays, l'apprentissage obligatoire de la connaissance de la langue et des « valeurs civiques ». Mais il se traduit par un permis de résidence à points, qui peuvent se perdre y compris suite à des amendes de circulation automobile...

Quelques observations en guise de conclusion

Dans cet article, nous avons tenté de démontrer le pouvoir d'influence de l'extrême droite sur l'agenda en matière de discours et de politiques migratoires. S'il serait simpliste de penser que le caractère de plus en plus restrictif des mesures sur l'immigration dépend uniquement de ce facteur, il serait au contraire erroné de sous-estimer son importance. Les exemples traités ici ne sont pas des faits isolés et ponctuels, ils sont emblématiques d'une dynamique plus générale à l'œuvre dans tout le continent européen et qui, à des degrés divers, affecte pratiquement tous les pays : de la Hongrie à la Serbie en passant par l'Angleterre, la Suisse, la Belgique, la Roumanie...

Bien que le degré de légitimité formel de l'extrême droite et sa place dans l'arène institutionnelle diffère d'un pays à l'autre et bien que les questions relevant de l'immigration peuvent légèrement varier en fonction des différents contextes nationaux et historiques, cette dynamique générale se manifeste de manière très similaire partout : la banalisation du racisme et l'approche de l'immigration comme étant un « problème » à résoudre ont pavé la voie à l'extrême droite, qui a su profiter de l'ouverture de cet espace politique afin de développer ses discours racistes, se doter d'une légitimité sociale et influencer l'agenda politique bien au delà de son poids électoral réel (par ailleurs en croissance).

D'autre part, il faut souligner l'attitude extrêmement réservée de l'UE, pour ne pas parler de sa condescendance et de sa responsabilité directe. Elle se cantonne généralement soit à des condamnations timides et platoniques peu suivies d'actions réelles, soit à faire purement et simplement l'autruche. On ne peut pas expliquer non plus les politiques migratoires répressives européennes au travers du seul prisme du pouvoir d'influence de l'extrême droite, car bien que cette dernière soit en train de se renforcer, c'est la gauche social-libérale et la droite qui tiennent fermement les rennes de la construction européenne, dans tous les domaines. On peut au contraire affirmer que les politiques européennes en la matière ont « profité » de l'existence des forces xénophobes et du danger qu'elles représentent afin de masquer leur propre racisme institutionnalisé (Van Dijk, 2003).

Des mesures telles que la « Directive sur la Carte bleue », qui vise à fragmenter les droits et les conditions de travail de la main d'œuvre migrante en fonction de ses qualifications professionnelles, démontre clairement que le véritable objectif de l'UE n'est pas de supprimer l'immigration « illégale », mais bien de rendre « invisibles » de vastes secteurs de la force de travail, de les criminaliser et de les marginaliser afin de favoriser au mieux leur exploitation et leur rentabilisation.

En dernière instance, pour l'UE capitaliste, les migrations ne sont pas seulement une question principalement économique. Il faut malheureusement s'attendre à ce que, face aux contradictions croissantes provoquées par la profonde crise sociale, économique et écologique, les migrants deviennent de plus en plus les boucs émissaires des échecs du système et que les partis d'extrême droite en récoltent en premiers les fruits.

Article publié dans la revue « Viento Sur », n°111, juillet 2010.

Pays-Bas: Le fantôme de Pym Fortuyn revient au pouvoir

Par Miguel Urbán Crespo

En juin dernier, les élections législatives hollandaises ont donné un résultat incertain. La droite libérale de Mark Rutte, avec 31 députés, a gagné de justesse les élections, à un siège près, face à la social-démocratie de l'ex-maire d'Amsterdam, Job Cohen, tandis que le parti chrétien-démocrate, du premier ministre sortant Jan Peter Balkenende, a été durement sanctionné en perdant 20 sièges, passant de 41 à 21 députés.

Mais le fait majeur de ce scrutin, c'est la montée spectaculaire de l'extrême droite xénophobe: le Parti pour la liberté (PVV), dirigé par Geert Wilders, a progressé de 9 à 24 élus. Célébrant sa victoire au soir des élections, Wilders a déclaré: « Personne ne pourra plus nous ignorer. Les Pays-Bas ont voté pour l'intégration, pour moins d'Islam, pour moins d'immigration et pour plus de sécurité. Nous le savions et l'électeur aussi. C'est une journée fantastique pour notre Parti pour la liberté et un jour de gloire pour la Hollande » (1).

Au vu du résultat final des négociations pour former le nouveau gouvernement, qui ont duré plus de trois mois, il semble bien que ces paroles de Wilders au soir du scrutin étaient prophétiques. Non seulement personne ne l'a ignoré, mais l'ultra-droite hollandaise va jouer un rôle crucial dans le nouveau gouvernement. En effet, la coalition formée par le Parti Libéral et le Parti chrétien démocrate est minoritaire et devra compter avec l'appui des députés du PVV dans le parlement. De cette manière, la stabilité du nouvel exécutif de centre-droite dépend des votes de l'extrême droite. Très habile, Geert Wilders n'entrera pas dans le gouvernement et se limitera à soutenir les initiatives législatives d'un pouvoir qui dépendra entièrement du bon vouloir d'un xénophobe populiste, accusé par ailleurs de discrimination et d'incitation à la haine raciale.

La constitution du PVV en parti-pivot pour les négociations gouvernementales n'a pas seulement été bénéfique pour ce parti, au vu de la conclusion de ces dernières, mais aussi pour la popularité et la centralité politique qu'il a atteint, ce que démontrent les derniers sondages, qui indiquent qu'il serait désormais la première force politique du pays. L'ascension météorique du PVV, sans doute la plus significative dans la droite radicale européenne au cours de ces dernières années, plonge ses racines dans la scission survenue au sein du Parti populaire pour la liberté et la démocratie, l'une des principales forces politiques hollandaises depuis la seconde guerre mondiale, et dont Wilders était député. La rupture s'est produite en 2004, suite à un désaccord sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Deux ans plus tard, Wilders fonda le PVV et obtint 9 députés aux élections législatives de 2006.

L'héritage de Pim Fortuyn

Fondamentalement, Wilders doit ce succès du fait de sa capacité à recueillir l'héritage de Pim Fortuyn. Ce dernier tenait un discours neuf dans le panorama politique hollandais, un discours marqué par un populisme anti-establishment et une critique du modèle d'intégration de l'immigration et, surtout, d'une islamophobie viscérale. En 2002, il avait obtenu 35% des votes aux élections municipales de Rotterdam, le bastion historique de la social-démocratie. Deux mois plus tard, il se présenta aux élections législatives avec un parti nouvellement formé qui adopta le nom de son leader charismatique, la Liste Pim Fortuyn (LPF). A huit jours du scrutin, alors que les sondages lui pronostiquaient une victoire écrasante, Pim Fortuyn fut assassiné à la sortie d'un débat électoral. Malgré sa mort, son parti parvint à obtenir la seconde place en termes de votes et participa à la coalition gouvernementale.

Mais sa base sociale était pratiquement inexistante, la LPF n'était pas un parti structuré. Il n'avait été créé que deux mois avant les élections, rassemblant un mélange hétéroclite de gens en colère et dont les figures de proues allaient d'une Miss Pays-Bas à un ex-joueur professionnel de Dames. Sans le ciment constitué par leur leader, sans vie interne, soumis aux contradictions inhérentes à une participation

gouvernementale, tiraillé par des luttes intestines, cette formation politique météorique explosa tout bonnement en plein vol, avant le scrutin suivant.

Mais l'héritage de Fortuyn est aujourd'hui plus présent que jamais dans la société hollandaise. Le phénomène électoral de la LPF n'a pas seulement radicalement remis en question le modèle multiculturel hollandais, il a en outre tiré à droite tout le spectre politique du pays. Comme l'explique Gabriel van den Brink, sociologue à l'Université de Tilburg; « Le nombre des partisans des idées de Pim Fortuyn croît sans cesse (...). Les partis politiques, et la société dans son ensemble, ont massivement viré vers la droite, vers un discours assimilationniste par rapport à l'immigration. Au Pays-Bas, il apparaît que la tolérance vis à vis de la diversité a atteint sa limite et que nous ne sommes pas aussi ouverts d'esprits que nous ne le paraissions, surtout lorsqu'il s'agit d'accepter des étrangers ».

Le succès électoral de Fortuyn reposait sur son « attitude politiquement incorrecte, une agressivité verbale inconnue jusqu'alors aux Pays-Bas et des déclarations extravagantes, bien plus frappantes sur la forme que sur le fond ». Geert Wilders a tenté d'imiter au millimètre près cette formule politique qui a donné tant de si bons résultats à Fortuyn. Si le défunt leader d'extrême droite a obtenu une grande partie de sa notoriété publique à travers un livre polémique sur l'Islam, Wilders a diffusé quant à lui sur le Web un « documentaire » profondément islamophobe, intitulé « Fitna ». Le film commence avec l'un des fameuses caricatures publiées au Danemark par un journal d'ultra-droite et qui représente le prophète Mahomet avec une bombe à la place du turban. Le fond musical est constitué par une danse arabe de Tchaïkovsky. On entend une allumette qui met le feu à une mèche et un tic-tac d'un compte à rebours qui dure les 15 minutes restantes du film. Le « documentaire » met en exergue des versets du Coran qui exaltent la guerre sainte, ensemble avec des images sur les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New-York, du 11 mars 2003 à Madrid, ceux de Londres, etc. A la fin, la caricature de Mahomet avec sa bombe revient au moment où le compte à rebours se termine. Tout en finesse...

Le film a atteint l'objectif assigné; générer une forte polémique – il a été condamné par des organismes internationaux tels que l'ONU ou le Conseil de l'Europe – et mettre son auteur populiste sous les feux des projecteurs, atteignant ainsi sur le web un chiffre record de visionnage de 4 millions pour la version hollandaise et de 3 millions pour la version anglaise. La diffusion de « Fitna » a valu à Wilders l'ouverture d'un procès.

L'extrême droite au pouvoir

Le cas hollandais n'est malheureusement pas exceptionnel depuis qu'en l'an 2000, Jörg Haider avait créé la surprise en entrant dans le gouvernement autrichien. D'autres pays ont, depuis lors, connu le même processus d'accession de l'extrême droite au centre du pouvoir politique. Ce fut le cas au Pays-Bas, comme on l'a vu, avec l'éphémère LPF qui participa au gouvernement de 2003 à 2006. En Italie, c'est la Lega Norte qui soutient le gouvernement actuel de Silvio Berlusconi. En Pologne, la Ligue des familles polonaises a fait partie du gouvernement de 2005 à 2007. Au Danemark, et c'est sans doute l'exemple suivi par l'actuelle alliance gouvernementale hollandaise, l'extrême droite joue un rôle clé depuis 2001. Le Parti du peuple danois (PPD) a composé une alliance avec le Parti conservateur et le Parti libéral, qui forment un gouvernement minoritaire, en soutenant cette coalition dans le parlement.

Le résultat, pour l'extrême droite danoise, est on ne peut plus bénéfique puisque cela revient tout bonnement à gouverner sans s'exposer, sans prendre en charge le poids politique de la gestion (et le risque de sanction à la clé), elle oriente et détermine les politiques, qui ont notamment abouti à des lois sur l'immigration et l'asile parmi les plus sévères en Europe. De cette manière, elle n'est pas seulement parvenue à devenir la troisième force politique du pays, mais aussi, comme l'affirme l'analyste Peter Mogensen, « la machine politique la mieux huilée du Danemark ».

Lors de la présentation de la coalition hollandaise, en présence de ses leaders politiques, Wilders a déclaré qu'il s'agissait à nouveau d'une journée « fantastique »; « La gauche ne gouvernera pas et nous pourrions enfin nous mettre au travail en Hollande ». Parmi les mesures annoncées, par Wilders lui-même, figurent l'interdiction de la burqa dans l'espace public; la réduction du montant de l'aide aux pays en voie de développement (de 0,8 à 0,7%, un sujet tabou jusqu'alors dans ce pays); une réduction de 18 milliards d'euros dans les dépenses publiques jusqu'en 2015 qui, sans nul doute, touchera en premier les budgets destinés à l'immigration et à l'intégration; la révision des lois – déjà très restrictives – sur le droit d'asile, le regroupement familial et le contrôle des permis de résidence, dans l'objectif de réduire l'immigration de 50%.

Le Parti populaire espagnol: une droite menaçante

Par Jaime Pastor

Dans les études comparatives effectuées depuis quelque temps sur la résurgence de l'extrême droite ou de la droite radicale en Europe, on tend généralement à considérer que l'absence d'une force politique de ce type, représentée au Parlement, en Espagne, est un bon signe: cela pourrait s'expliquer par le discrédit du franquisme au sein de la population. Seules quelques analyses reconnaissent que cette spécificité serait liée principalement au type de parti de droite majoritaire qui s'est formé dans l'Etat espagnol. S'y ajoutent les obstacles issus d'un système électoral où la gouvernabilité prime sur la représentativité, ce qui rend plus difficile l'entrée de nouvelles formations politiques au parlement. Nous partirons de ces particularités pour tenter d'interpréter cette «anomalie espagnole».

Le changement d'époque signalé par la chute du bloc soviétique, avec la vague de triomphalisme néolibéral et néoconservateur que l'on sait aux Etats-Unis et en Europe, coïncide avec l'éclatement de scandales successifs de corruption et de terrorisme d'Etat impliquant le PSOE – en particulier, le cas du GAL [Groupe armé de libération: nom d'un «escadron de la mort» ayant à son actif l'assassinat, en France et en Espagne, de réfugié.e.s politiques et de militant.e.s indépendantistes basques, NDT]. Cette période est aussi marquée par une mobilisation syndicale unitaire et une relative montée de Izquierda Unida [coalition électorale impulsée par le PCE et d'autres secteurs de la gauche, après l'échec du référendum contre l'OTAN, NDT]. En revanche, le «scandale Naseiro», qui touche une partie du nouveau groupe dirigeant du PP, va être facilement neutralisé par Aznar. [Cette affaire tourne autour d'écoutes téléphoniques de narcotrafiquants qui débouchent sur la mise en évidence de financements illégaux du PP, NDT].

Montée de «l'aznarisme»

Dans ce contexte, et avec l'aide croissante des télévisions privées qui commencent alors à fonctionner, et de médias comme El Mundo, la nouvelle équipe aznariste se sent la force d'actualiser son discours, fondé sur les piliers traditionnels du nationalisme espagnol et de la défense des privilèges de l'Eglise catholique, en faisant le silence sur ses origines franquistes et en mettant d'autres thèmes au premier plan comme la «régénération démocratique» et un néolibéralisme plus agressif. En 1992, au lieu de relancer la Fondation Cánovas del Castillo (plus conservatrice), Aznar crée la Fondation pour l'analyse et les études sociales (FAES), un nouveau think tank destiné à étayer un projet capable de se présenter comme une solution de rechange à l'usure de Felipe Gonzalez [avocat socialiste, Président du gouvernement de 1982 à 1996, NDT] aux yeux du grand capital.

Cette stratégie commence à donner de bons résultats à partir des scrutins municipaux et régionaux de 1995 et débouche sur la victoire aux élections nationales de l'année suivante. Néanmoins, la nécessité de pactiser avec les nationalistes catalans et basques [Convergencia i Unio (Catalogne), Partido nacionalista vasco (Euzkadi), NDT] pour se maintenir au gouvernement atténue le développement de ce projet, ce qui contraint le PP à chercher une référence historique identitaire plus large que celle issue du franquisme. Dans cette première législature, des efforts sont faits pour concilier les origines franquistes du mouvement avec des renvois à la Restauration canoviste□, à Ortega y Gasset [philosophe espagnol, républicain de droite, partisan discret du franquisme pendant la guerre civile, NDT] et même – pour peu de temps, en raison de son laïcisme et de sa diabolisation par le régime franquiste – à la figure de Manuel Azaña [républicain modéré, Premier ministre de 1931 à 1933, puis Président de la république pendant la guerre civile, NDT].

On peut considérer que c'est durant la seconde législature présidée par Aznar, et surtout après le 11 septembre 2001, que se manifeste ouvertement une pugnacité néoconservatrice qui se greffe, avec davantage de force, sur les racines déjà très marquées du PP. Ce n'est pas un hasard si le Groupe

d'études stratégiques (GEES) est coopté à ce moment par la direction du parti comme think tank (et finalement intégré à la FAES) pour justifier l'implication croissante d'Aznar dans la nouvelle géopolitique de Bush Jr et sa «guerre globale contre la terreur» (GEES, Qué piensan los «neocons» españolas, Madrid, 2007). En effet, les articles de cette équipe, animée principalement par Rafael Bardají et Ignacio Cosidó, constituent le meilleur exemple d'une identification «sans complexe» avec les neocons états-uniens, leur guerre «de civilisation» et leur pleine solidarité avec l'Etat d'Israël. Cette période coïncide de surcroît avec la stratégie de confrontation avec le nationalisme basque et l'option d'une déroute militaire d'ETA, après l'échec de la trêve de 1998. Le nationalisme espagnol du PP se traduit par l'application de mesures et de lois d'exception – comme la loi sur les partis –, similaires à celles adoptées par les Etats-Unis et l'Union européenne. Cet alignement neocon se confirmera lors du sommet des Açores, qui – il ne faut pas l'oublier – symbolise la convergence avec la «troisième voie» de Blair.

Occuper la rue

Pour identifier le point d'inflexion du durcissement de la stratégie du PP, il faut évidemment revenir aux effets de sa réponse intéressée – et sans succès – à l'attentat du 11 mars 2004, ainsi qu'à sa déroute électorale d'alors face au PSOE de Rodríguez Zapatero. Dès lors, un sentiment collectif de «victoire volée» se développe dans les secteurs sociaux et médiatiques qui appuient le PP, et dans le parti lui-même. C'est le début d'une nouvelle étape, où l'on procède à une reformulation du projet (directement à partir de la FAES de Aznar), visant à délégitimer le résultat des élections en recourant à la «théorie du complot» et à la «stratégie de la tension». Cette stratégie donne des ailes (nouvelles) aux secteurs les plus extrémistes du PP, ainsi que de la droite médiatique et culturalo-religieuse, ce qui provoque une réduction de l'espace que peuvent occuper les groupes néofascistes.

Dès ce moment, on peut observer un cycle de mobilisations extra-parlementaires, menées par un bloc social, politique et culturel de droite, large (et pluriel), où plus d'une fois la direction du PP n'est pas à «l'avant-garde». Elle emboîte plutôt le pas à des initiatives provenant de l'Association des victimes du terrorisme, du Forum d'Ermua [association basque contre le terrorisme, réclamant une attitude ferme face à ETA et à Herri Batasuna, NDT], du Forum espagnol de la famille, de la hiérarchie catholique ou de secteurs de l'enseignement catholique.(?)

Ce bloc se constitue en réponse à la stratégie de Rodríguez Zapatero. Après le retrait des troupes espagnoles d'Irak, ce dernier choisit de se lancer prudemment dans une avec le gouvernement tripartite catalan, et de rouvrir des négociations avec ETA. Cela lui permet de compenser l'absence de différences substantielles avec la politique économique du PP, alors qu'il est au service du même «modèle de croissance», basé sur la bulle immobilière. Son appel modéré en faveur d'une «Espagne plurielle» et de l'espoir d'un dialogue fructueux avec ETA finissent par échouer pour divers motifs; cette orientation se combine avec un «réformisme sociétal» sur des thèmes liés aux droits civils (mariage homosexuel, réforme de l'avortement) (Vidal Beneyto, J., *Corrupción y democracia*, Madrid, 2010). Cela permet à Rodríguez Zapatero de conserver ses appuis dans la gauche sociale et culturelle, mais ouvre en même temps à la droite de nouvelles opportunités de «guerres culturelles», tant au parlement que dans la rue.

Dans ce contexte, les débats liés à la mémoire historique et au statut de la Catalogne contribuent à mettre au premier plan des conflits qui s'enracinent dans le franquisme et la transition politique. Ceux-ci suscitent la crainte au sein du PP, aussi bien d'une revendication de la légitimité républicaine, que de la mise en question de «l'intégrité de l'Espagne comme nation unitaire». Il est certain que la réaction au premier enjeu s'exprime de diverses manières au sein de cette droite: alors que les «nouveaux historiens» (Pío Moa et César Vidal en tête) revendiquent le bien-fondé du soulèvement franquiste face au «coup d'Etat de 1934», au «désordre républicain» et à la «menace communiste», d'autres – plus «libéraux» – se limitent à banaliser le franquisme comme un phénomène inévitable, dans une période où l'Europe se trouvait déchirée par les menaces totalitaires. En réalité, les deux arguments se combinent pour récupérer le vieil «anticommunisme», tout en dépolitisant le génocide et la répression franquiste, pour mettre, en définitive toutes, les victimes sur le même plan, afin de réduire la guerre civile à un «affrontement tragique» qu'il faut «oublier».

Quant à la défense de «l'unité de l'Espagne», après une courte phase de plaidoyer d'Aznar pour un «patriotisme constitutionnel» à l'espagnole [défense intransigeante de la constitution contre le terrorisme et tous ceux qui entendraient diviser l'Espagne, NDT], le discours du PP se limite à moderniser un peu le langage traditionnel en défendant le pays comme une «nation de citoyens» unifiée. Cette position recouvre en fait la simple préservation d'un Etat d'autonomies, déjà accepté comme moindre mal, en dépit des

réticences exprimées par Fraga en 1978. De surcroît, le PP n'a-t-il pas fait une bonne expérience de la «régionalisation» dans les régions autonomes qu'il contrôle. (3)

Droite populiste et matrice franquiste

Le PP s'est aussi consolidé comme agent de liaison entre intérêts publics et privés, à mesure qu'il conquerrait de larges parcelles de pouvoir institutionnel et adhérerait à une conception patrimoniale de celui-ci. Dans ces conditions, il a vu prospérer en son sein – à l'ombre des privatisations et de la bulle immobilière des deux dernières décennies, et dans le but d'obtenir de nouvelles sources de financement privées pour le parti – le «politicien affairiste», comme l'ont prouvé les divers scandales de corruption survenus ces derniers temps. Néanmoins, ni la longue liste de hauts responsables politiques impliqués dans des cas comme l'Affaire Gürtel [financement illégal du PP, NDT], ni la faible direction de Mariano Rajoy [Président du PP depuis 2004, NDT] ne paraissent hypothéquer la victoire électorale probable du PP, compte tenu de l'usure rapide que connaît Rodríguez Zapatero, en raison de la crise économique et sociale actuelle.

On peut seulement douter de l'utilité pour le PP de reproduire aujourd'hui sa vieille tactique de rejet du consensus (comme au temps du référendum sur l'OTAN) par rapport aux mesures du gouvernement «socialiste». Et ce d'autant plus que ce gouvernement apparaît comme la simple courroie de transmission, non seulement du grand capital espagnol, mais aussi d'une politique dictée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international – politique partagée par ses alliés néolibéraux allemands et français.

Le PP compte plus de 700 000 membres. Il est capable de recueillir plus de dix millions de suffrages. Pourtant, ce n'est pas un parti de masse classique: son modèle d'organisation est présidentieliste, il instrumentalise les fonctions publiques et recourt aux moyens de communication pour s'adresser à son électeurat. Ses membres participent peu aux prises de décision et il n'admet pas l'existence de courants internes (bien que des «clans» et des fractions se développent, liés à des «baronnies»).

Il influence un large électeurat qui peut se reconnaître dans les réponses qu'il apporte aux divisions et conflits qui traversent la société: 1. le «sens commun» néolibéral: priorité au privé face au public; 2. le néoconservatisme culturel: contre l'esprit soixante-huitard, défense de la famille patriarcale traditionnelle, refus de l'avortement, soutien à l'enseignement de la religion catholique, ce qui n'exclut pas un «féminisme» démagogique face à l'islam; 3. le néoconservatisme géopolitique: pour une Europe atlantique et solidaire des Etats-Unis et de l'Etat sioniste d'Israël; 4. Le refus de toute réouverture des «vieilles blessures» (le franquisme comme horizon incontournable) ou du questionnement sur la transition politique (convertie en mythe fondateur du régime); 5. la défense de «l'unité de l'Espagne» comme nation, contre les tendances à la désagrégation et contre les «privilèges» des Basques et des Catalans, doublée d'une intransigeance face au «terrorisme», non seulement d'ETA, mais aussi de la gauche indépendantiste basque; 6. La tendance à transformer les immigrant.e.s «non-communautaires» en boucs émissaires face à la crise, grâce à une «politique du ressentiment» ciblant l'«insécurité» et la peur de l'avenir, ou invoquant simplement le vote utile contre Zapatero (Aguilar, S., «Después de la crisis del movimiento obrero: el conflicto social en la era de la globalización», 2010 <http://hdl.handle.net/2445/10942>).

Si l'on tient compte de cette combinaison de messages et de propositions, il paraît aussi inadéquat de considérer le PP comme un parti de droite classique – similaire à ceux de Sarkozy en France ou d'Angela Merkel en Allemagne – que de le rapprocher de l'extrême droite ou des «néofascismes» européens montants. Avec les premiers, le PP diverge en raison de ses racines historiques, pour n'avoir pas renié ses antécédents franquistes, symboliquement représentés par son président d'honneur, Manuel Fraga. De surcroît, il montre une disposition à utiliser des formes de mobilisation extraparlimentaires étrangères aux partis de droite classiques, sauf dans des situations extrêmes (comme Mai 1968, en France). Le PP se distingue aussi des formations d'extrême droite, parce que, même s'il se fait l'écho d'une partie de leurs messages et de leurs formes de protestation, il ne le fait pas avec la combativité idéologique de ces groupes, ni ne met de tels enjeux au premier plan de son agenda politique.

Une direction faible

De manière centrale, le PP cherche plus spécialement à élargir son électeurat en profitant de la crise économique et sociale, en se présentant comme la force qui peut garantir une meilleure «confiance» pour sortir de cette crise, autant «les gagnants» («les marchés»), qu'une partie des «perdants» (des secteurs des classes moyennes et populaires «autochtones») de la globalisation néolibérale. Par contre, par rapport

à l'Italie, la principale différence réside notamment dans l'absence d'un dirigeant charismatique et d'une centralisation du pouvoir à la Berlusconi.

Ceci dit, au sein du bloc de pouvoir (spécialement dans son aile médiatique, renforcée grâce à la TDT – télévision digitale) dont fait partie le PP – et au sein du PP – on ne peut ignorer l'existence d'un large secteur d'extrême droite. Celui-ci pousse non seulement à la radicalisation du discours et de la tactique de ses principaux dirigeants, mais exprime aussi son insatisfaction par rapport à la faiblesse de la direction de Rajoy. Il préconise le retour d'Aznar ou une alternative incarnée par Esperanza Aguirre [Présidente actuelle de la Communauté de Madrid, NDT]. Une position basée surtout sur la peur qu'une adversaire montante, comme Rosa Díez [Ancienne militante du PSOE, députée du parti «centriste» Unión, progreso y democracia (UPyD), NDT] – adepte d'un nationalisme espagnol agressif, mais étranger à la matrice franquiste, et qui met un accent croissant sur la critique de la «classe politique» – puisse leur arracher une partie de leur électorat.

De toute manière, il est évident jusqu'ici que l'électorat d'extrême droite a opté en faveur d'un «vote stratégique» pour le PP, sachant que les forces fragmentées, plus proches de formations comme le Front national de Le Pen, au vu des obstacles du système électoral en vigueur, n'ont aucune possibilité d'entrer au parlement espagnol. La question se pose différemment au niveau local et même régional, comme on peut le voir avec Plataforma per Catalunya [Parti d'extrême-droite catalan, NDT].

Ces conclusions n'empêchent pas de prévoir, autant une croissance continue de groupes d'extrême droite – qui tiennent des discours ouvertement xénophobes et recourent à des formes d'actions violentes –, qu'un durcissement à droite du PP. Néanmoins, au cas où celui-ci retournerait au gouvernement central, avec un dirigeant comme Rajoy, dont l'autorité est faible, on ne peut exclure des tentatives de former de nouveaux partis sur sa droite, animés par l'un ou l'autre des dirigeants médiatiques du bloc social qui a jusqu'ici appuyé le PP. Un scénario plus probable, si Rajoy n'obtient pas la majorité absolue et se voit contraint de s'allier aux droites nationalistes catalanes et basques.

=====

Des gènes franquistes: Les origines du Partido Popular, de Manuel Fraga Iribarne à José María Aznar

Il faut rappeler que le PP trouve ses origines dans Alianza Popular (AP), fondée par Manuel Fraga [Ministre de l'Intérieur du régime franquiste dans les années 1960, NDT] en septembre 1976. Il s'agissait d'une formation issue d'un groupe de « notables », clairement opposés à la réforme du franquisme, initiée alors par le gouvernement de Suárez. Ceux-ci se distinguaient cependant du secteur le plus extrême, représenté par Fuerza Nueva (FN), dirigée par Blas Piñar. La grande différence entre les dirigeants d'AP – parmi lesquels Juan Antonio Samaranch [ex-président du Comité olympique international (CIO) de Lausanne, NDT], récemment décédé et porté aux nues – et de FN consistait surtout dans le fait que les premiers étaient étroitement liés à un secteur des grandes banques et des grandes entreprises et devaient donc éviter un discours uniquement destiné à une extrême droite militante et adepte du recours à la violence, en marge du contrôle gouvernemental. Fraga a cependant rencontré des difficultés à trouver un financement suffisant pour les premières élections, le grand capital étant divisé entre les options de Fraga et de Suárez (Ferrán Gallego, *El mito de la Transición*, Barcelona, 2008, pp. 463 & 779-780).

Il suffit de rappeler la présence écrasante de politiciens franquistes sur les listes d'AP aux élections de 1977 et 1979, et surtout les thèmes et propositions défendues par les responsables de ce parti durant ces mêmes années, pour constater qu'en réalité, ils représentaient l'extrême droite. «Ils essayaient de donner une base sociale et électorale à un mouvement de résistance à la rupture institutionnelle avec le régime antérieur en s'appuyant sur les positions réformistes de la dernière époque de Franco ou de la première étape de la monarchie. Même dans ce dernier cas, cet aspect réformiste était douteux en raison de la présence, parmi les chefs de la nouvelle formation, de personnes comme Fernández de la Mora ou López Rodó, qui s'étaient signalés par leur opposition aux propositions de réformes effectuées par le gouvernement Arias-Fraga» (Gallego, 2008, p. 465, voir note 1).

Lors des élections de 1977, le dernier Premier ministre de Franco, Carlos Arias Navarro – le «boucher de Malaga» – est l'un des principaux candidats d'AP. Sur ses listes électorales, on observe «un degré appréciable d'identification entre les candidats d'AP et la classe politique du régime antérieur (plus d'un quart des candidats), chiffre qui peut être revu à la hausse en tenant compte des candidats ayant occupé des postes

technico-politiques de second rang). Mais le fait le plus significatif est que plus de la moitié des 205 candidat-e-s qui se sont présentés entre 1977 et 1982 – 66 % – appartenaient à la classe politique du franquisme» (López Nieto, cf note 1, pp. 94-95).

Durant ces années, la tactique de ce parti allait plutôt consister à développer un frein institutionnel et «de fait» – vu ses bonnes relations avec un secteur significatif du grand capital et de la hiérarchie militaire, comme le démontrera plus tard ses sympathies envers la tentative du coup d'Etat du 23 février 1981 – aux «concessions» que l'Unión de centro democrático (UCD), dirigée par Suárez, allait faire à l'opposition antifranquiste lors du processus de «réforme pactée». Ils sont passés ainsi de la franche résistance – par exemple, lors de la légalisation du Parti communiste espagnol (PCE) – à l'adaptation partielle et même totale au «consensus» sur des thèmes significatifs – ce n'est pas par hasard qu'ils ont signé les Pactes de la Moncloa [Accords conclus, le 27 octobre 1977, entre les principales forces politiques de droite et de gauche et les syndicats, acceptant la monarchie et l'austérité en échange d'un retour à la démocratie parlementaire, NDT]. En même temps, ils rejetaient d'autres points importants, comme l'usage du terme «nationalités» dans le projet constitutionnel, même si finalement un secteur d'AP, dirigé par Fraga, a voté en faveur de la version définitive. Malgré ses résultats modestes aux deux premières élections générales, cette tactique de «résistance» a fini par donner de meilleurs fruits: en 1982, elle permet à AP (coalisée avec le Partido democrático popular, aile démocrate-chrétienne sortie de l'UCD) de gagner des suffrages, issus tant du parti de Suárez que de FN (environ 2/3 des votes obtenus par cette formation en 1979) – un résultat qui suscite la crise de ce parti d'extrême droite, menant à son auto-dissolution (Montero, J. R., «El subtriunfo de la derecha: los apoyos electorales de AP-PDP», in : J. J. Linz & J. R. Montero, sous la dir. de, Crisis y cambio: electores y partidos en la España de los años ochenta, Madrid, pp. 357-358).

Dès lors, face au début de «l'ère socialiste», profitant de la décomposition de l'UCD, et dans un contexte international de montée du néolibéralisme et du nouveau discours de «guerre froide», après l'arrivée de Reagan et Thatcher au pouvoir aux USA et en Grande-Bretagne, AP entre dans une nouvelle phase de consolidation et de redimensionnement de sa stratégie politique, bien qu'elle ne réussisse pas à progresser dans des zones comme Euzkadi et la Catalogne. Son attitude lors du référendum sur l'OTAN constitue un test fondamental: malgré son atlantisme militant, AP opte pour l'abstention en alléguant son désaccord avec l'alternative posée par cette consultation, décidée cinq ans plus tôt sous le gouvernement de l'éphémère Calvo Sotelo (Val, C. del, Opinión pública y opinión publicada. Los españoles y el referéndum de la OTAN, Madrid, p. 173). Ceci dit, la victoire finale de Felipe González sauvera AP des critiques faites par des secteurs de son électorat – et même de la démission de certains dirigeants.e.s qui considéraient que cette attitude avait mis en danger le maintien de l'Espagne dans l'OTAN.

L'usure de la direction de Manuel Fraga donne lieu à une première tentative (avortée) de succession, avec Hernández Mancha, en 1987, qui ouvre la voie, à la fin des années 1980, à la nouvelle génération incarnée par José María Aznar, alors président de la région de Castille et León. Ce courant émerge précisément en 1989, lors du congrès de refondation d'AP. Il adopte le nom de Partido Popular (PP) afin d'être homologué par la démocratie-chrétienne européenne et d'apparaître comme «parti de gouvernement». Son objectif est de dépasser l'électorat de Fraga, bien que celui-ci en soit réélu président. Il abandonnera cependant ce poste peu après pour pouvoir se présenter aux élections régionales de Galice, ce qui conduira à la désignation d'Aznar à la tête du PP.

Jaime Pastor est professeur à l'UNED (Université nationale d'enseignement à distance) et membre de la rédaction de Viento Sur (www.vientosur.info). Texte traduit et adapté pour le journal SolidaritéS (Suisse) par Hans-Peter Renk d'après Viento Sur, n°111, juillet 2010

Notes:

1) En réalité, cette référence avait déjà été clairement invoquée par Fraga en juin 1976, qui se reconnaissait dans la tactique de Cánovas del Castillo de 1875, basée sur «une sage, opportune et prudente dictature au service de l'établissement d'un régime libéral» (cité par López Nieto, L., Alianza Popular: Estructura y evolución electoral de un partido conservador (1976-1982), Madrid, 1988, pp. 15-16) ; c'est-à-dire un «modèle» monarchique, catholique, centraliste, clientélaire, basé sur le suffrage censitaire et l'alternance de deux grands partis, qui prend la succession de la Première République après un coup d'Etat militaire.

2) Voir à ce propos: Adell, R., «Movimiento Nacional-Popular. Manifestaciones conservadoras en Madrid: 1939-2007», Communication présentée au Congreso Español de Sociología-FES. Session I (Nouveaux phénomènes: mouvements populistes et néo-institutionnels, Barcelone, 2007 (non publié); Aguilar, S., «La derecha radical toma la calle», El País, 29 déc. 2007 p. 39.

3) Núñez Seixas, X. M., «Conservadores y patriotas: el nacionalismo de la derecha española ante el siglo XXI», in: C. Taibo (dir.), Nacionalismo español. Esencias, memoria e instituciones, Madrid, 2007, pp. 159-191.

Le berlusconisme et la transition autoritaire

Par Cinzia Arruzza et Felice Mometti

On a formulé de nombreuses hypothèses pour caractériser le berlusconisme, en recourant parfois à des définitions et à des analogies les plus extravagantes. Nous serions en présence d'un nouveau fascisme, d'un autoritarisme mou, d'un fascisme postmoderne, d'un régime d'opérette... Certains en arrivent même à utiliser la catégorie de « ridicule » comme clé d'interprétation de la période berlusconienne.

Berlusconi est-il un cas unique en Europe? Parmi les tentatives de définition, l'une des plus trompeuses est celle qui affirme qu'il s'agit d'une « anomalie italienne » ; une argumentation développée en particulier par les « démocrates de gauche » (1) et qui a rencontré un certain écho dans la gauche italienne. Selon cette interprétation, Berlusconi serait un produit typiquement italien, situé en dehors de l'espace démocratique européen. En concentrant dans ses mains un grand pouvoir médiatique, il représente un dangereux projet autoritaire sans égal dans les autres pays. Sans pour autant nier les caractéristiques spécifiques de la situation italienne — surtout le fait que le berlusconisme est né en dehors du régime classique des partis, sur les décombres du parti-pivot de la bourgeoisie italienne, la Démocratie chrétienne —, il faut se demander si cette vision correspond à la réalité.

Dans les années 1980, la « New Left Review » a publié un débat sur la nature du thatchérisme. L'axe de la discussion tournait autour du concept de « populisme autoritaire » proposé par Stuart Hall et critiqué par Bob Jessop et d'autres (2). Selon Hall, le populisme autoritaire de Thatcher représentait une réponse à la combinaison d'une crise de la social-démocratie keynésienne de l'après-guerre, d'une crise économique et d'une crise de légitimité de l'État britannique. Faisant référence au concept de « révolution passive » de Gramsci, il soulignait, dans sa dimension autoritaire, les appels à un État fort et à la discipline sociale, l'hostilité à l'égard des formes de médiation sociale (syndicats, organisations démocratiques, etc.) et l'articulation de thèmes liés à l'idée de l'ordre social. Dans sa dimension populiste, il pointait la tentative de créer une unité entre le peuple et le bloc au pouvoir, les appels au peuple et la volonté de — ou de fonder — la nature du peuple britannique.

En reprenant les analyses de Hall sur le populisme autoritaire, Stathis Kouvelakis se demande dans son livre « La France en révolte », si le sarkozisme peut être défini comme un thatchérisme à la française : la même volonté d'agir sur les fractures au sein des classes populaires et moyennes traumatisées par la paupérisation et la perte des conquêtes sociales ; la même capacité de politiser l'angoisse sociale en utilisant les thèmes de l'ordre et de la sécurité ; la désignation « d'ennemis intérieurs » responsables de la crise et du déclin national : les « assistés », les paresseux, les professeurs soixante-huitards, la « racaille » (3). À l'image du thatchérisme, Sarkozy représenterait une tentative de la bourgeoisie française de répondre à la crise de l'État.

À la lumière des résultats des élections européennes et des élections allemandes, qui ont montré une progression généralisée de la droite et une crise de la social-démocratie, au lieu de se réfugier dans des analogies historiques — et hors de propos — avec le fascisme ou d'associer le phénomène à une « autobiographie nationale » italienne dont il faudrait avoir honte, il serait plus utile de se demander s'il ne faut pas placer Berlusconi dans ce contexte européen d'une expérimentation de nouvelles tentatives de la droite de construire des blocs de pouvoir capables de gérer la combinaison de la crise des institutions représentatives et de la crise économique. Analyser les ressemblances avec le thatchérisme et avec le sarkozisme est beaucoup plus fructueux que se demander si nous sommes face à un nouveau péril fasciste, ou si le berlusconisme serait l'expression consommée d'un noyau réactionnaire spécifiquement italien.

Fascisme ou populisme autoritaire ?

Ensemble avec « l'anomalie italienne », le spectre du fascisme est l'un des principaux invités au bal des définitions. Cependant, la comparaison est complètement trompeuse. Nous nous limiterons à mettre en lumière deux éléments. En premier lieu, le fascisme a été un phénomène « réactif ». Il a représenté la réponse de la bourgeoisie à la montée du mouvement ouvrier et au danger de propagation de la révolution, dans un contexte de grande polarisation entre les classes et de tentatives révolutionnaires défaites. De plus, cette réponse s'est appuyé sur une mobilisation de masse. Il a parié sur la petite-bourgeoisie pour construire une force susceptible d'affronter et d'écraser le mouvement ouvrier et pour détruire systématiquement toutes les formes d'organisation autonome de la société civile en les substituant par d'autres formes contrôlées par le pouvoir d'État.

On ne peut pas vraiment affirmer que la situation actuelle est tout à fait comparable à celle de la montée du fascisme. Il n'y a pas de polarisation entre les classes. Au contraire, au niveau de la conscience et de l'autonomie de la classe ouvrière, elle est au plus bas depuis l'après-guerre. Il n'y a pas non plus de montée du mouvement ouvrier à laquelle la bourgeoisie doit répondre. Il n'y a aucune véritable intention de mobiliser et d'organiser les masses, ni de la part de l'État, ni de la part des organisations de la droite gouvernementale. Tant les politiques concrètes que le discours public et l'offensive idéologique en cours pointent au contraire de manière systématique dans la direction opposée : la dissolution des liens sociaux, sans être remplacés par d'autres liens (à l'exception de la valorisation du rôle de la famille). On assiste au contraire à la fragmentation sociale et à l'apologie de l'individualisme ; les politiques actuelles de la droite ont comme conséquence une société atomisée et non la société « organique » du fascisme.

Il faut se demander, par contre, si la piste ouverte par Hall avec l'analyse du populisme autoritaire peut être appliquée au cas italien. Il s'agit d'une hypothèse intéressante mais à explorer avec prudence. Premièrement, parce que la notion de populisme tend souvent à se vider de tout contenu, à englober un concept dépourvu de profondeur, bien commode pour définir par défaut des contextes peu clairs ou mal analysés pour ceux qui n'ont pas trouvé une meilleure définition. Cela est illustré par l'énorme quantité de définitions et d'applications distinctes du concept de populisme. On peut cependant l'utiliser dans le cas italien, mais à condition de clarifier de quoi on est en train de parler.

On pourrait considérer le cas italien comme un type de populisme basé sur deux visions du peuple qui se révèlent comme les deux faces complémentaires d'une même conception. La première est l'image du peuple comme une masse salvatrice, la seconde est l'image du peuple comme masse inculte. Les deux registres ne sont pas forcément contradictoires (4). Le populisme « atteint sa forme parfaite quand ce sont les institutions de l'État qui imposent ce lien par la force (tant matérielle qu'idéologique) (...). Les institutions deviennent alors des instruments, non pour augmenter la liberté de choisir des individus, mais bien pour limiter son identité, pour dresser des barrières tribales au lieu de les éliminer, pour réduire les inclusions et augmenter les exclusions (5). Et, lorsque les institutions étatiques ne sont pas sur la même longueur d'onde, l'une d'elles (par exemple, le gouvernement) est utilisée comme force de choc pour agir au forceps sur tout le processus.

Deuxièmement, la caractérisation de « populisme autoritaire » dans le cas italien doit être associée aux projets de « réforme institutionnelle » du présidentielisme, de soumission de la magistrature au gouvernement, de « fédéralisme égoïste » des régions du Nord promu par la Liga Norte. Ces projets présentent plusieurs dimensions contradictoires, ce qui continue à susciter des tensions au sein de la majorité gouvernementale.

L'une des critiques adressé par Jessop à Hall souligne le danger de comprendre le thatchérisme en le limitant seulement à la sphère politique et idéologique, autrement dit il s'agirait d'une homogénéisation d'un phénomène complexe et articulé. L'analyse du berlusconisme ne peut effectivement se circonscrire aux seules politiques institutionnelles et à l'offensive idéologique. Il faut en outre examiner une série de facteurs : les difficultés du capitalisme italien auxquelles tente de donner une réponse la transition berlusconienne ; les relations entre la droite et la bourgeoisie italienne et ses différentes fractions ; la difficulté du berlusconisme à construire un bloc politique stable ; les intérêts matériels auxquels répondent sa politique et les secteurs sociaux qui lui sont lié ; les contradictions dans son propre camp (par exemple, entre les positions ultra-libérales et les positions protectionnistes, ou entre les positions nationalistes et les positions fédéralistes).

Enfin, sur le propre plan idéologique, il ne faut pas voir l'idéologie berlusconienne comme un ensemble cohérent exempt de contradictions. Au contraire, elles sont plutôt évidentes, et c'est précisément cette combinaison d'éléments divers — comme, par exemple, l'hédonisme et la défense des valeurs

traditionnelles — qu'il faut comprendre.

Il faut considérer, en particulier, plusieurs figures qui catalysent les angoisses multiples de l'ensemble de la société. C'est notamment le cas, en premier lieu, de la figure de l'immigré, mais aussi de la femme, ou plus exactement du corps de la femme qui, comme celui de l'immigré, se transforme de plus en plus en un objet sur lequel on exerce et on projette les fantasmes du contrôle et du pouvoir de la part de ceux qui sont précisément dépourvus de toute forme de pouvoir. Il s'agit là d'un travail de recherche, forcément collectif, auquel doivent être associés tous les acteurs de la transformation radicale de la société.

Un régime de transition sans fin

Dans certaines analyses de la droite et du berlusconisme, nous avons l'impression qu'il manque le centre autour duquel s'organise les relations politiques et de classe en Italie. Ce centre de gravité est pourtant constitué, aujourd'hui, par la longue transition ouverte depuis les années 1992-1994 — après l'effondrement du « socialisme réel » et la première guerre contre l'Irak —, une transition toujours en cours avec ses phases, ses accélérations, ses difficultés et ses traits autoritaires.

Son objectif initial était de parvenir à stabiliser le système politique bipolaire, en éliminant les ailes radicales et la fragmentation des partis. L'issue de cette transition est toujours, aujourd'hui, incertaine. Entre février 1992 et mars 1994, les deux dates symboliques marquées par le début de la « tangentopoli » (6) et la première victoire électorale de Berlusconi, on assiste à une rupture dans le système politique, économique, institutionnel et dans les relations entre les classes. Avec l'opération « Mani pulite » (« Mains propres ») et l'action politique de certains secteurs de la magistrature, le système de représentation basé sur les partis qui avaient occupés la scène politique pendant 50 ans, s'est retrouvé sans légitimité.

Ce qui restait du système d'indexation automatique des salaires par rapport à l'inflation a été aboli. Avec l'accord signé en 1993 entre les syndicats confédéraux, le gouvernement et la Cofindustria patronale, les règles de la négociation ont changé et le modèle reposant sur la concertation a été détruit. Les confédérations syndicales ont assumé par la suite un rôle d'acteurs politiques dans le scénario de la transition italienne. Ils l'ont fait en introduisant des règles anti-démocratiques dans l'élection des représentants des travailleurs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Le modèle de concertation triangulaire syndicats-gouvernement-Cofindustria est devenu un instrument de légitimation réciproque des acteurs en jeu, tandis que les travailleurs sont restés relégués au rôle de simples spectateurs et n'étaient plus considérés comme les sujets potentiels d'une transformation sociale.

Le gouvernement Amato-Ciampi a dévalué la Lire de 30% et approuvé un budget d'austérité de 90 milliards de Lires, la mesure législative la plus impopulaire depuis l'après-guerre, qui impliquait une énorme redistribution des richesses au profit des secteurs les plus riches. Le référendum sur la Loi électorale, soutenue par le mouvement de Mario Segni avec l'appui de secteurs importants du centre-gauche et de l'ex-PCI (Parti communiste italien), a permis d'initier la modification du système institutionnel : on passe alors d'un système « proportionnel-parlementaire » à un système « majoritaire-bipolaire », avec des tendances présidentielistes.

C'est dans ce contexte que s'est produite la fameuse entrée en scène de Berlusconi, en janvier 1994. Principal patron de la télévision, il a massivement mis en branle ses ressources privées, une utilisation très professionnelle des médias et a su exploiter, bien mieux que toute la classe politique de droite et de gauche, l'absence d'une représentation politique de centre-droite. Ainsi s'est ouverte la difficile – et périlleuse – transition du système politique italien.

Cette transition italienne s'est-elle déjà conclue ? À en juger par les résultats électoraux, malgré leur caractère simplement indicatifs, il semble bien que non. Toutes les coalitions de centre-droite et de centre-gauche ont perdu les élections après leur passage au pouvoir. Il s'agit de deux projets qui ne sont jamais parvenus à s'opposer réellement, car tous deux sont caractérisés — à différents niveaux — par l'idée qu'il n'y a pas d'alternative au libéralisme économique et à la concentration des pouvoirs dans les gouvernements, tant nationaux que locaux.

Le dogme des libéralisations et des privatisations a déterminé les politiques de centre-droite comme de centre-gauche au cours de ces quinze dernières années. Les privatisations records mises en route par le gouvernement de Prodi au milieu des années 1990, la réforme des pensions par le gouvernement Dini, les lois Bassanini sur l'enseignement et la fonction publique, la flexibilité et la précarité du travail introduites par

la loi Treu, les lois sur l'immigration, toutes ces mesures ont accéléré le processus de déstructuration des relations sociales et de classe initié dans les années 1980. Le pouvoir agit au travers d'instruments qui sont une émanation directe des exécutifs — les pouvoirs spéciaux sous forme de décrets gouvernementaux d'urgence ont été utilisés de manière massive par les deux coalitions lorsqu'elles étaient au gouvernement. La raison en est simple ; si on ne parvient pas à conclure la transition italienne avec une grande réforme institutionnelle et présidentialisée (ou presque), il ne reste plus alors que le contrôle, la discipline et la répression des classes dangereuses.

La politique, entendue comme l'administration institutionnelle d'acteurs sociaux uniquement considérés en tant que consommateurs ou comme simples citoyens dépourvus de déterminations de classes vise nécessairement à étouffer le conflit social entre les classes, autrement dit à rendre impossible de penser le dépassement de la société actuelle. Le cas le plus évident a été la répression féroce — et la réhabilitation des responsables de cette répression — déployée lors des mobilisations contre le G8 à Gênes, en juillet 2001. Cette répression, soutenue de manière implicite ou explicite tant par le centre-droite que par le centre-gauche, est le fait d'un pouvoir qui ne peut tolérer qu'un mouvement social d'en bas, à la marge des partis et des syndicats traditionnels de la gauche, remette en question l'ordre établi et proclame la possibilité d'un monde différent.

Malgré tous ces aspects, Berlusconi et le berlusconisme représentent un phénomène inédit dans le contexte italien. La personnalisation extrême de l'action politique, avec la quasi coïncidence entre le chef suprême, le gouvernement et le parti Forza Italia, a constitué à la fois la force et la faiblesse du projet berlusconien. Sa force, du fait de la réduction des espaces de médiation à l'intérieur de la coalition gouvernementale ; et sa faiblesse par l'absence d'un bloc social consolidé susceptible de développer une hégémonie stable dans les appareils d'État, comme dans la magistrature, l'administration publique ou l'armée.

Sa victoire aux élections de 1994 fut rendue possible grâce à un accord entre des acteurs antagonistes, la Liga Nord et, au sud, le MSI (7), un fait sans précédent dans l'histoire politique italienne. Cette victoire électorale n'a donc pas été la conséquence d'un mouvement social ou le résultat d'une mobilisation menée par un parti structuré, mais bien le fruit d'une coalition politique fondamentalement articulée autour d'un leadership incontesté, seul capable de défendre un tel projet. Le centre-gauche a tenté à plusieurs reprises de construire ce type de coalition, autour de Prodi, de Rutelli ou de Veltroni, mais sans jamais y parvenir.

Bases sociales et relations de pouvoir

Dans un article d'Il Manifesto, Giorgio Galli affirmait que Berlusconi ne pouvait pas s'appuyer sur un « bloc historique » comparable à celui de la Démocratie chrétienne ou du Parti communiste, mais bien seulement sur un agrégat électoral cimenté par un rejet commun vis-à-vis des impôts et des immigrés (8). Il s'agit d'une vérité partielle, basée sur l'analogie avec un système politique et de partis qui n'existe plus ; une analogie utile pour dire ce qui n'est plus, mais non pour caractériser ce qui est en train de naître. La théorie d'un berlusconisme reposant sur trois piliers qui formeraient un bloc social ; les petits patrons, les professions libérales, les commerçants et les artisans d'une part ; les femmes au foyer, les chômeurs et les personnes confrontées à la mondialisation et, enfin, les catholiques pratiquants, n'est pas plus convaincante (9). Cela revient à confondre les caractéristiques d'un bloc social — constitué de principes et de valeurs de référence, d'une capacité à mobiliser certaines couches sociales, de formes associatives structurées et d'une auto-identification — avec la liste des électeurs potentiels de Berlusconi.

Un élément de compréhension plus intéressant du berlusconisme est offert par la trajectoire suivie par Forza Italia depuis sa naissance. Cette formation a souvent été qualifiée de « parti-entreprise » ou de « parti de plastique ». Caterina Palucci indique trois caractéristiques du mouvement Forza Italia qui en font une sorte de « catch-all party » (parti attrape-tout), un parti light qui se substituerait au modèle classique du parti de masse : 1) son aspect patrimonial (un parti qui appartient à son fondateur) ; 2) le caractère spécifique d'une entreprise (grande centralisation, cooptation au lieu d'élection des dirigeants, liberté de manœuvre de la direction et orientation électoraliste peu favorable à la construction d'un groupe dirigeant collectif) ; et 3) le charisme de son leader (10).

Ces trois caractéristiques, au début de la difficile transition italienne, ont contribué à l'ascension de Berlusconi. Mais elles expliquent également la difficulté d'institutionnaliser Forza Italia et de conclure ainsi la transition italienne avec la construction d'un nouveau cadre politico-institutionnel stable.

Les premiers statuts de Forza Italia prévoyaient un fonctionnement interne entièrement basé sur les élus et sur les dirigeants cooptés par en haut. Au printemps 1995, les 13.000 clubs locaux du parti qui existaient en 1994 avaient déjà disparus et on en recensait plus officiellement que 3.500. Jusqu'en 1997, les adhérents de Forza Italia n'avaient aucun pouvoir de décision et de bien maigres occasions de participation. Le parti continuait à être configuré comme un instrument électoral entièrement contrôlé d'en haut. La déroute de 1996 a conduit à une réorganisation interne et à l'adoption de nouveaux statuts. L'objectif était d'animer et d'élargir la participation des affiliés, tout en conservant en même temps le système de la cooptation d'une partie des dirigeants nommés par la direction centrale. Non sans contradictions, il s'agissait d'avancer vers une institutionnalisation du parti. En 1997, Forza Italia comptait 140.000 membres (11) et, en 2008, autour de 250.000 membres déclarés (12). Le processus d'institutionnalisation du parti a continué à osciller entre le pouvoir prédominant du président du parti (Berlusconi), la centralisation des décisions et la nomination des dirigeants, et l'exigence de construire une base consolidée, autrement dit entre un modèle de direction d'entreprise et un modèle plus proche des anciens partis de masse.

C'est à la lumière de ces éléments qu'il faut interpréter la fusion entre Forza Italia et l'Alleanza Nazionale, un parti ayant des caractéristiques beaucoup plus traditionnelles, qui jouissait d'une ramification et d'une implantation territoriale réelles (600.000 membres en 2006 selon les données officielles) (13). La création du nouveau parti, le « Peuple des libertés » est donc une tentative d'aller en direction d'une institutionnalisation et de la création d'un cadre plus stable, susceptible de durer au-delà du leadership de Berlusconi et d'achever ainsi la longue transition italienne. Mais la capacité de conclure positivement cette opération n'est pas évidente, vu les différences structurelles entre les deux partis qui ont donné naissance au Peuple des libertés. Si le premier bénéficie d'une présence considérable dans les appareils de l'État et dans les milieux du pouvoir économique au niveau territorial, le second dispose d'une base militante plus consistante, habituée à des règles de fonctionnement plus proches de celles des partis traditionnels de masse.

En outre, les dernières vicissitudes rencontrées par le personnage de Berlusconi révèlent le souhait d'une partie de la bourgeoisie italienne de passer à un « après-Berlusconi », mais aussi la difficulté pour elle de trouver une alternative valable, capable de réunir les différentes composantes de la droite et jouissant d'un soutien populaire comparable à celui de Berlusconi. Les affrontements avec le gouverneur de la Banque d'Italie, Draghi, tout d'abord sur les mesures de protection sociale face à la crise et ensuite sur le bouclier fiscal (le décret qui permet le retour des capitaux transférés à l'étranger et dans les paradis fiscaux en échange d'un impôt ridiculement bas), sont le signe que, pour des secteurs de la grande bourgeoisie italienne, le gouvernement Berlusconi n'est pas à la hauteur de la crise économique.

Tandis que le centre-gauche maintient des liens étroits avec les grandes banques italiennes, comme Unicredit et la Banca Intesa, et compte avec le soutien des entreprises les plus actives sur les marchés internationaux, Berlusconi agit par contre en s'appuyant sur les petites et moyennes entreprises et sur quelques grands groupes industriels et financiers nationaux, y compris des entreprises liées au crime organisé. Sa politique repose sur le jugement que, pour construire un bloc de pouvoir, il faut soutenir tous les « pouvoir forts » existants. Du point de vue économique et financier, sans projet à long terme, il privilégie l'adaptation à ce qui existe. Ceci explique la relation entre la Cofindustria et le gouvernement, qui alterne des phases d'impatience et de réalisme. L'impatience dérive des conflits continuels entre le gouvernement et les autres institutions étatiques, en particulier avec la magistrature et le Président de la République. Ces conflits créent une situation d'instabilité, mais le « réalisme » des entreprises se maintient en vigueur du fait de l'absence d'une solution de rechange immédiate pour la classe dominante. L'opposition de centre-gauche est encore considérée comme trop faible et divisée pour qu'elle puisse représenter une alternative crédible. Cependant, l'avenir du berlusconisme reste incertain, du fait de l'absence d'un soutien clair et total de la part des secteurs décisifs de la grande bourgeoisie italienne.

Marx à « Arcore » (14)

« Il reste encore à expliquer comment une nation de trente-six millions de personnes a pu être surprise par trois chevaliers d'industrie et être emmenée en captivité sans résistance » écrivait Marx dans « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte » à propos de la France après la révolution de 1848. L'Italie actuelle compte plusieurs millions d'habitants en plus mais à peine un seul « cavalier » (cf. le surnom de Berlusconi, « Il cavaliere », NDT), mais la question de Marx reste encore pertinente. Il décrivait Louis Bonaparte comme un personnage médiocre et grotesque auquel les circonstances historiques ont permis d'en faire un héros ; un vieux libertin qui concevait l'histoire des peuples comme une comédie dans laquelle les grands gestes et

les grands discours sont utiles afin de masquer les « canailles les plus mesquines ».

Ce portrait pourrait s'appliquer à Berlusconi. La forme de gouvernement de Louis Bonaparte, le « bonapartisme », surgit d'une crise politico-sociale dans laquelle le pouvoir exécutif, incarné dans une personnalité charismatique, destitue le parlement et instaure un régime autoritaire et personnel. Mais l'histoire ne se répète jamais d'une manière identique et l'affirmation de Marx selon laquelle « tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois (...), la première fois comme une tragédie, la seconde comme une farce », a une valeur pratique ; elle correspond à l'analyse de la réalité capable d'ouvrir de nouvelles possibilités de changement (...). Représenter en forme de farce le passé (et également le présent pourrions-nous ajouter) est utile pour que les révolutionnaires, qui créent ce qui n'existe pas encore, ne reproduisent pas l'ancien en reprenant telles quelles les consignes et les pratiques de la tradition » (15).

Es-ce que Berlusconi est la farce qui succède à la tragédie ? Oui, dans le cas où une opposition politique et sociale profite de l'occasion pour remettre en question le fonctionnement du système capitaliste et ses stratifications idéologiques. Non, si l'on considère qu'il n'est que le produit d'un pouvoir rapace et grotesque auquel il suffirait d'opposer la partie « saine » de la société civile.

Quinze années plus tard, le berlusconisme continue à éprouver des difficultés à construire un bloc uni. Son objectif est une modernisation du pays qui puisse conduire au renforcement des pouvoirs de l'exécutif et du Chef du gouvernement, à l'affaiblissement substantiel du pouvoir législatif et à la réduction du nombre de députés. Autrement dit, une sorte de rationalisation parlementariste de type gaulliste. De Gaulle est sans cesse plus populaire entre les rangs d'une droite qui veut un gouvernement doté d'une grande flexibilité dans ses liens avec son électorat (dans le cas de De Gaulle, ce fut le cas avec le recours au référendum), avec une relation directe entre le leader et le peuple. La droite a toujours su reconnaître la centralité absolue d'un leader charismatique, cultivant tout à la fois, comme Max Weber l'avait prévu en imaginant l'avenir des partis de masse, une caste dirigeante expérimentée et consciente, capable de concrétiser sa force sur l'ensemble du territoire (16).

La droite, de même que le centre-gauche, ne représente pas un bloc social, mais elle n'est pas non plus un simple agrégat électoral. Il s'agit d'un acteur politique qui tente de se restructurer dans la longue transition italienne, en combinant un populisme autoritaire avec les politiques néolibérales contemporaines, qu'il ne faut pas confondre avec l'idolâtrie du marché. Mais Berlusconi n'est pas De Gaulle. Et ce que disait Marx à propos de la farce et de la tragédie conserve toute son actualité.

Cinzia Arruzza et Felice Mometti sont militant-e-s de l'organisation politique anticapitaliste « Sinistra Critica » (Gauche critique) en Italie. Article publié dans la revue « Viento Sur », n°111.

Notes:

1/ Le Parti des Démocrates de Gauche (DS), héritier du Parti communiste italien (PCI) a été fondé en 1991. Il a participé, en 2006, à la constitution du Parti Démocratique (PD).

2/ Hall, S., Jacques, M. (dir.) (1983) « The Politics of Thatcherism ». Londres; Lawrence & Wishart Ltd. Jessop, B. et al., (1984) « Authoritarian Populism, Two Nations, and Thatcherism ». *New Left Review*, 147. Hall, S. (1985) « Authoritarian Populism. A Reply to Jessop et al ». *New Left Review*, 151.

3/ Stathis Kouvélakis, S. (2007) « La France en révolte ». Paris: Syllepse, page. 304.

4/ Merker, N. (2009) « Filosofia del populismo ». Bari: Laterza, pag.6.

5/ Ibid. page. 173.

6/ Au début des années 1990, la magistrature italienne a lancé une vaste investigation judiciaire sur la corruption généralisée qui a signifié la fin de la Première République et de son système institutionnel des partis de l'après-guerre. « Tangentopoli » fait référence à l'argent payé « par la bande » — par la « tangente » — aux politiciens afin d'obtenir leurs faveurs.

7/ Le parti néofasciste Movimento Sociale Italiano (MSI) a adopté le nom de Alleanza Nazionale (AN) en 1995.

8/ Il Manifesto, 13/06/2009.

9/ Lazar, M. (2009) « L'Italie sur le fil du rasoir ». Paris : Librairie académique Perrin.

10/ Caterina Paolucci, C. (2006) « The Nature of Forza Italia and the Italian Transition ». *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 8, pages 163-178.

11/ Poli, E. (2001) « Forza Italia. Strutture, leadership e radicamento territoriale ». Bologna : Il Mulino, page 130.

12/ Ruzza, C. y Fella, S. (2009) « Re-inventing the Italian Right: Territorial Politics, Populism and "Post-Fascism" ».

13/ Ibid., page 150.

14/ Arcore, résidence personnelle de Berlusconi, une villa achetée dans des conditions scandaleusement avantageuses.

15/ Tomba, M. (2008): « Il materialista storico al lavoro. La storiografia politica del Diciotto Brumaio » in C. Arruzza (dir.) *Pensare con Marx, ripensare Marx*. Roma : Alegre.

16/ Quagliariello, G. « Adesso tocca a noi », www.gaetanoquagliariello.it

Suisse:

La marche au pouvoir de l'UDC

Par Jean Batou

Avec « La Conquête du pouvoir. Essai sur la montée de l'UDC » (Zoé, 2007), Pietro Boschetti tente d'inscrire les succès actuels du parti de Blocher dans l'histoire longue de la Suisse, en particulier après la Seconde Guerre mondiale. Selon lui, l'UDC doit son essor actuel autant aux caractéristiques des Trente glorieuses (1945-1975) que des Trente calamiteuses (de 1975 à nos jours) en Suisse. C'est le principal intérêt de ce livre de 169 pages, qui permet de mieux saisir les particularités du cas helvétique dans la progression plus générale des forces populistes ultraconservatrices en Europe.

Depuis la première moitié des années 90, l'UDC-SVP (Union démocratique du centre en français et Parti populaire suisse en allemand) a commencé sa fulgurante ascension électorale. En moyenne nationale, cette progression a été particulièrement rapide: 11,9% des voix en 1991, 14,9% en 1995 (+25%), 22,5% en 1999 (+51%), 26,7% en 2003 (+18%) et 29,0% en 2007 (+9%). De toute évidence, la seconde moitié de la décennie a marqué une nette accélération, tandis que le chômage doublait et les primes maladie explosaient (sous la houlette d'une conseillère fédérale socialiste). Pourtant, l'expansion de l'UDC est un phénomène beaucoup plus complexe que ces données agrégées ne pourraient le laisser supposer.

Les ingrédients du succès

Elle découle d'au moins trois processus combinés. D'abord parti des campagnes, le parti de Blocher a su gagner la métropole zurichoise en s'adressant à la fois aux xénophobes de l'Action Nationale et aux ultralibéraux du Parti des automobilistes, et ceci dès la fin des années 80 (1). En même temps, bien que née en terre protestante, elle n'a cessé de progresser vers les cantons catholiques, en faisant systématiquement de la surenchère sur les valeurs conservatrices patriarcales du Parti démocrate-chrétien (PDC) (2). Enfin, elle a conquis un électorat populaire dans tout le pays à partir d'un discours politique fondé sur un «chauvinisme social» parcimonieux qui prétend réserver les «œuvres sociales» aux résident-e-s de souche, laborieux et respectueux de l'ordre établi, et stigmatise l'«étatisme gaspilleur» qui distribue ses largesses aux étrangers et étrangères (en particulier non européens) et aux «profiteurs» sans scrupule. Ce faisant, l'UDC a su exploiter à son avantage le vieux fonds de commerce xénophobe qui avait marqué si profondément le mouvement ouvrier et syndical helvétique depuis des décennies.

Ce mélange explosif est le secret du développement de l'UDC dans tout le pays (560 député-e-s élus dans les parlements cantonaux, avec des scores supérieurs à 30% dans 5 cantons: Schaffhouse, Thurgovie, Zurich, Glaris et Argovie). Dans un tel contexte, dès l'automne 2005, l'extension de la libre circulation aux nouveaux pays de l'Union européenne, avec des mesures d'accompagnement au rabais, a donné un nouvel élan à la machine UDC sur un mode franchement raciste. En Suisse romande, elle a su tirer profit de l'euro-optimisme béat des élites (du PS aux Libéraux), relayé par les principaux médias. Aux dernières élections nationales, elle a ainsi gagné 0,7 point à Neuchâtel, 2,1 dans le canton de Vaud, 2,8 à Genève, et même 5,4 en Valais et au Jura. Dans l'ensemble, il faut le dire, une telle ascension est sans précédent dans l'histoire du pays.

Haute conjoncture et culte du «chacun-pour-soi»

Dans les années 1950-1970, la Suisse connaît des taux de croissance sensiblement supérieurs à 4%, tandis que les salaires réels progressent de plus de 3% par an, sans compter la promotion de nombreux travailleurs nationaux qui profitent, au moins dans un premier temps, de l'arrivée de centaines de milliers d'immigrant-e-s moins qualifiés pour occuper de meilleures positions. Après un retrait de six ans du Conseil Fédéral, le Parti socialiste y revient en 1959, mais cette fois-ci avec deux fauteuils: la «formule magique» est née, qui traduit sur le plan politique l'intégration accrue de la social-démocratie au consensus helvétique. Quelques mois auparavant, à Winterthour, le PSS (Parti socialiste suisse) avait adopté le

programme le plus modéré de son histoire, présentant «l'économie sociale de marché» comme un horizon indépassable...

A cette époque, les conventions collectives se développent dans l'esprit de la paix du travail. Elles renoncent le plus souvent à exiger des salaires minimaux, préférant miser sur un marché du travail très tendu. Dans ce contexte, le nombre croissant de travailleurs et de travailleuses étrangers – de 175.000 en 1945 à 700.000 en 1965 – est vite perçu comme une menace: rejetés comme des concurrents à bon marché, voire comme des agitateurs communistes, ils ne sont pas admis sans restrictions dans les organisations syndicales... En 1970, 55% des membres de l'Union Syndicale Suisse votent ainsi en faveur de l'initiative Schwarzenbach – pourtant rejetée par 54% du corps électoral – qui exige l'expulsion de 260.000 étrangers et étrangères.

Durant cette période, la hausse du pouvoir d'achat est particulièrement spectaculaire: en 1950, le ménage moyen consacre 32,2% de ses revenus à son alimentation, contre 22,7% en 1970. Cependant, les gains collectifs sont beaucoup plus modestes, dans un contexte où les grèves disparaissent pratiquement. Les assurances sociales sont aussi à la traîne de celles des autres Etats européens. En 1960, leur financement est assuré directement, à raison de 33%, par les assuré-e-s eux-mêmes, contre 26% en Allemagne et 16% en France; à l'inverse, les patrons en financent 24%, contre 43% en Allemagne et 63% en France. L'AVS, dont le principe avait été accepté par le peuple en 1925, a vu enfin le jour en 1948 (l'AI en 1960) et connaît sept révisions à la hausse jusqu'en 1975. Cependant, cette assurance solidaire joue déjà les seconds rôles, devant la poussée des caisses de pensions fondées sur la capitalisation (2e pilier), dont le caractère complémentaire est soutenu par le PSS, et aux progrès de l'épargne individuelle (3e pilier).

Retour de la dépression économique

En 1974-76, le retour brutal de la dépression économique va miner les certitudes des décennies précédentes. Il faut dire que le choc est sévère: baisse de 8% du PIB, suppression de 330.000 emplois et expulsion de 250.000 immigré-e-s. Au début des années 70, la Suisse contrôle 40% du marché mondial de l'horlogerie, contre seulement 17% en 1981. Dans un premier temps, quelques fissures se font jour à la surface de la paix sociale: manifestations syndicales pour l'emploi, grèves localisées, appels minoritaires à une politique plus combative (Manifeste 77 dans la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie, FTMH). Mais ces inflexions ne constituent en aucune mesure l'amorce d'une stratégie de rechange, alors que cette première onde de choc est rapidement suivie d'une seconde, en 1981-83, qui va sonner le glas du plein emploi.

Pendant ce temps, dès 1974, les milieux bourgeois ont clairement changé leur fusil d'épaule avec le plafonnement du personnel fédéral, les paquets d'économies successifs et la campagne du Parti radical au nom de «moins d'Etat, plus de liberté» (1979). De 1975 à 1982, la Confédération a réduit ainsi de 5 milliards ses dépenses dans le domaine social. Dès 1980, un Conseiller national radical argovien, Bruno Hunziker, lance la bataille des privatisations: quelques années plus tard, les CFF et les PTT ont été transformées en S.A. Tétanisé, le PSS ne sait plus à quel saint se vouer: électoralement, il dévisse (de 24,4% en 1979 à 18,5% en 1991). Bien décidé à rester au Conseil fédéral, il entame dès lors son recentrage vers le social-libéralisme et les «nouvelles couches moyennes».

«Alleingang» et mondialisation heureuse

Dans le courant des années 80, l'UDC saisit bien la portée du désarroi populaire qui résulte de la crise sociale et des inquiétudes liées à la mondialisation. Elle comprend très vite quel parti tirer d'une défense intransigeante de l'identité nationale. En 1986, elle obtient le refus de l'adhésion de la Suisse à l'ONU. En 1989, avec l'affaire des fiches et les résultats spectaculaires de la première initiative du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA), le «modèle helvétique» semble voler en éclats. Pourtant, tandis que les grands patrons annoncent un durcissement des politiques néolibérales (Programme du Vorort «Pour une Suisse compétitive et moderne» et Premier livre blanc, de Fritz Leutwiler (3) en 1991), le Parti de Blocher obtient le rejet de l'Espace Economique Européen (EEE en 1992), contre l'avis du Conseil fédéral et des autres partis, annonçant la voie des bilatérales, à laquelle la majorité des milieux économiques dominants n'osait encore rêver.

Entre-temps, c'est sur fond d'une troisième récession (1992-97), qu'éclate le scandale des fonds juifs en déshérence. L'UDC réagit à nouveau sur le mode de la forteresse assiégée, défendant sans démordre l'attitude de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale. En 1995 paraît le Second livre blanc, de David

de Pury (4), qui plaide pour une politique économique et sociale subordonnée à la compétitivité maximale des entreprises. En 1997, le plafond des 200.000 chômeurs a été crevé... tandis que les notions de précarité (emplois temporaires, travail sur appel, temps partiels, contrats de durée déterminée, etc.), mais aussi de working poor (paupérisme), sont sur toutes les lèvres. Avec la réduction des prestations sociales, la chasse aux «abus» gagne en crédibilité. L'UDC en fera désormais son cheval de bataille.

Des plus pauvres aux plus riches

Depuis le début des années 80, les syndicats ont perdu 20% de leurs membres. Aujourd'hui, 37% des salarié-e-s sont couverts par des conventions collectives de travail, au contenu souvent minimal, contre 50% en 1990. Selon Pietro Boschetti, c'est dans ce contexte que le PSS tente de regagner le terrain électoral perdu dans les classes populaires en ciblant les «nouvelles couches moyennes». Ce virage est marqué par des choix politiques lourds de sens: en 1991, le PSS donne sa bénédiction à la TVA, qui pénalise au premier chef les revenus les plus modestes; en 1995, il renonce au référendum contre l'élévation de l'âge de la retraite des femmes de 62 à 64 ans.

Pour un temps, cette tactique semble payer, puisque le PSS rebondit d'un petit 18,5% en 1991, à 23,3% en 2003... Mais ce succès est de courte durée: en 2007, le parti est à nouveau retombé à 19,5%, en partie au profit des Verts, très «compétitifs» dans les classes moyennes. En même temps, l'UDC a gagné un grand nombre de suffrages dans les milieux populaires: en 2003, elle totalisait ainsi 35% des voix des ouvriers non qualifiés et 31% de celles des ouvriers qualifiés (contre respectivement 23% et 25% pour le PSS). Mieux, elle obtenait 37% des suffrages des personnes aux revenus inférieurs à 3.000 francs, soit trois fois plus que le PSS. Et c'est seulement à partir d'un revenu de 7000 francs par mois que les électeurs et électrices étaient plus nombreux à voter socialiste...

En même temps, l'UDC s'imposait de plus en plus comme parti incontournable des cercles dominants de la bourgeoisie, aux côtés de leurs partenaires traditionnels (radicaux, démocrates-chrétiens et libéraux dans quelques cantons). C'est aujourd'hui la seule force politique capable de légitimer auprès de larges couches de la population un programme de démontage social, fondé sur un transfert massif de richesses en faveur des plus riches. Déjà en 2003, à l'occasion de l'élection de Christoph Blocher au Conseil fédéral, une brochette de grands patrons avaient volé publiquement à son secours. Sur ce point, le «tout sauf Blocher» d'une partie de la gauche est totalement à côté de la plaque. En effet, de quoi Blocher est-il le nom, si ce n'est du désarroi absolu du monde du travail, précisément en panne de gauche, et des puissants intérêts du capital de la banque et de l'industrie, à l'assaut du marché mondial?

Article paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°118 (28/11/2007)

Notes:

1) Hans Hartmann, « L'UDC zurichoise à la conquête de la Suisse. Glissement de terrain dans la banlieue », solidaritéS, ancienne série n° 99, 8 nov. 1999. En ligne sur www.solidarites.ch.

2) Jo Lang, «L'UDC récolte aujourd'hui ce que le PDC a semé jadis», solidaritéS, ancienne série n° 99, 8 nov. 1999. En ligne sur www.solidarites.ch

3) Ancien directeur, puis président de la Banque Nationale ; membre ensuite des conseils d'administration de Brown Boveri & Cie (aujourd'hui ABB), Ciba-Geigy (aujourd'hui Novartis) et de Nestlé.

4) Economiste, avocat et diplomate, David De Pury participa aux négociations pour l'adhésion de la Suisse à l'EEE en 1992 et à l'OMC en 1994. Il fut également coprésident du groupe ABB (Asea Brown Boveri) et fondateur du journal quotidien Le Temps. Membre de plusieurs conseils d'administration dont celui de Nestlé.

Percée de l'extrême droite en Suède

Par Miguel Urbán Crespo

Une fois de plus, l'extrême droite a fait irruption pour la première fois dans un parlement, cette fois-ci en Suède. Le « Parti des Démocrates de Suède », avec 5,7% des voix et 20 députés, a obtenu sa première représentation parlementaire et peut se transformer en un appui décisif pour que les conservateurs reconduisent leur gouvernement. Cet événement survient dans un pays décrit comme le paradis de la social-démocratie européenne et de l'Etat-Providence.

Loin d'être une exception, le Parti des Démocrates de Suède ne fait que confirmer une tendance lourde; la propagation des idées d'extrême droite et des discours anti-immigrés parmi une partie importante de la population européenne qui, face à la crise économique, croit trouver une « solution » dans un repli identitaire de caractère xénophobe, populiste et autoritaire.

Au vu des résultats électoraux de ces dernières années, il semble bien que la droite extrême progresse de manière ferme dans toute l'Europe. Cette progression se réalise surtout au détriment des partis sociaux-libéraux. Les partis socialistes ne sont plus qu'une poignée au pouvoir dans les Etats membres de l'Union européenne, la droite libérale et conservatrice dominant largement. Mais, malgré la crise, y compris lorsqu'ils sont dans l'opposition, ces partis ne parviennent pas à reconquérir les majorités parlementaires nécessaires pour gouverner, comme ce fut le cas aux dernières élections législatives en Suède où, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, le Parti conservateur a pu reconduire son gouvernement.

Paradoxalement, alors que les partis conservateurs n'ont plus de concurrence sérieuse sur leur gauche, c'est sur leur droite qu'elle apparaît avec force. Une droite radicale qui émerge et se consolide partout en Europe à la faveur de la crise capitaliste.

Le cocktail du succès, pour la majorité de cette droite radicale, est composé par un mélange de xénophobie, de sécuritaire et d'islamophobie. Ce mélange détonnant explique également la progression du Parti des Démocrates de Suède (DS): Lors de sa campagne électorale, le DS a diffusé un spot télévisé outrancièrement provocateur, qui fut finalement censuré. Dans ce spot électoral, on pouvait voir un groupe de femmes musulmanes portant la Burka prendre de vitesse un vieillard avec une canne, afin de se saisir de sa pension!

Le DS a eu un précédent dans cette voie: l'éphémère parti de la Nouvelle Démocratie (ND) qui, en 1990, a obtenu 6,7% des voix avec un discours anti-politique populiste, battant campagne dans tout le pays avec une sorte de cirque ambulant dont la vedette était son leader Ian Wachtmeister (1) qui, déguisé en clown, se moquait de la classe politique.

Après ce succès, la ND n'a pas pu maintenir sa représentation parlementaire lors des élections législatives de 1994 quand il centra son message électoral sur le rejet de l'immigration, obtenant à peine 1,2% des votes, ce qui précipita des luttes internes et sa disparition.

La relève, dans le discours anti-immigration, fut alors assumée par le Parti Populaire Libéral, qui fit son fond de commerce, non pas tellement sur la limitation de l'immigration ou des politiques d'asiles, mais plutôt sur l'assimilation de la population immigrée aux critères, définis par lui, de la « culture suédoise », sur la réduction des allocations sociales pour les immigrés et l'obligation de lier le permis de résidence avec un contrat de travail.

Ce message a permis à ce parti d'obtenir un certain succès électoral, passant de 4,75% des votes en 1998 à 13,39% en 2002. Le PPL a alors intégré l' « Alliance pour la Suède », avec le Parti conservateur, qui a obtenu la majorité aux élections de 2006 et gouverne à nouveau aujourd'hui.

Le Parti des Démocrates de Suède quant à lui s'est créé en 1988 à partir d'une scission dans un mouvement « suprématiste » dénommé « Conservons la Suède suédoise » (Bevara Sverige Svenskt, BSS), une organisation raciste inspirée par le Front National Britannique (British National Party, BNP). Malgré le

fait que la majorité de ses fondateurs étaient membres de diverses organisations de type néo-nazi comme le Nouveau Mouvement Suédois (NSR) ou le Front National-Socialiste (SNF), le BSS tenta de réorienter son discours sur l'immigration en insistant sur les « différences culturelles » plutôt que sur un discours purement raciste (2)

Les tensions internes au sein du BSS ont provoqué plusieurs scissions: un secteur ouvertement néo-nazi a donné naissance à « Résistance Blanche Aryenne » (VAM) qui, inspiré par le terrorisme d'extrême droite étatsunien, a été jusqu'à attaquer des banques et un commissariat de police à Stockholm. Une autre branche, plus importante, fut considérée par ses détracteurs comme les néo-nazis « en costume-cravate » et s'inspira du Front National français qui connaissait à l'époque un succès important. Ce courant fonda le Parti des Démocrates de Suède avec l'objectif d'obtenir une représentation parlementaire en s'éloignant de l'image classique du néo-fascisme des skinshead et de leur violence pour adopter le discours xénophobe de la nouvelle droite extrême.

Malgré ce ravalement de façade, le DS a eu du mal à se débarrasser de sa matrice néo-nazie, ses premières années ont été marquées par un intense activisme de rue. Une étude menée par Stieg Larsson et Mikael Ekman pour la Fondation Expo en 2001 s'est penchée sur la violence pratiquée par les membres du DS entre 1988 et 1998. Le résultat de l'enquête a démontré que ce parti était, et de loin, l'organisation politique en Suède la plus encline à la criminalité. Un recensement des condamnations a établi que, sur un total de 311 candidats du DS aux élections, pas moins de 72 (23,2%) avaient un casier judiciaire pour un total de 250 à 500 crimes. Parmi les 84 membres de la direction du DS, 17 personnes (20,2%) ont été condamnés au moins 40 fois! (3)

Dix ans après sa fondation, en 1998, le DS ne représentait toujours qu'une force politiquement marginale. Mais, dans son « fief » du sud conservateur et rural de Suède, où il disposait de quelques conseillers, son jeune leader Jimmie Akesson commença une profonde restructuration du parti en se coupant de ses racines néo-nazie par l'expulsion de nombreux militants de son aile la plus radicale. Le parti adopte pleinement le discours de la nouvelle droite radicale, tout particulièrement celle du Danemark et de la Norvège. A partir de ce moment, l'axe central de son discours a été l'utilisation populiste de la « menace islamique », allant jusqu'à affirmer que l'Islam est la pire menace pour la Suède depuis la Seconde guerre mondiale, ou encore que les « Musulmans sont la pire menace pour notre pays aujourd'hui » (4)

La professeure d'histoire des idées de l'Université de Södertörn, Ulla Ekström von Essen, qui étudie ce parti depuis sa naissance, affirme que le DS a opéré une « transformation très rapide. Ils ont compris qu'ils devaient se débarrasser de l'antisémitisme, de cesser de parler des races (...) Mais ils ont toujours le même schéma de pensée. La seule différence, c'est que là où ils disaient « Juifs », maintenant ils disent « Musulmans ». Là où ils disaient « race », c'est devenu « culture », « religion », « civilisation ». Mais, en dessous, il y a toujours la même conviction: une société ne peut fonctionner que si elle est homogène d'un point de vue racial » (5).

Ainsi, le DS a centré sa dernière campagne électorale sur l'islamophobie et le lien supposé entre l'immigration et l'augmentation de la délinquance et des problèmes économiques. Et cela dans un pays qui s'était naguère distingué par ses politiques d'asile et d'immigration, et où 18% de la population est d'origine étrangère d'après les données de l'Institut suédois des statistiques.

L'entrée de la droite extrême dans le parlement n'a pas seulement mis fin à « l'exception suédoise » puisque ce pays ne connaissait pas le même phénomène de montée de la droite radicale comme dans les nations voisines, elle peut également avoir comme conséquence son entrée au gouvernement, vu que l'Alliance pour la Suède n'a pas suffisamment de votes au parlement pour gouverner.

Au cas où cela se produirait, il ne s'agirait pas d'une nouveauté en Europe, depuis l'accession au pouvoir du FPÖ de Jörg Haider en Autriche en 2000. Mais l'exemple danois pourrait, une fois de plus, servir d'exemple en Suède également. Le Parti du Peuple Danois (PPD), tout en ne faisant pas partie du gouvernement, soutient au parlement la coalition au pouvoir formée par le Parti Libéral et le Parti conservateur. Cette formule pourrait fort bien être utilisée par le DS au cas où l'Alliance pour la Suède n'obtient pas le soutien des Verts. Le « modèle danois » est le plus confortable pour la droite radicale, il permet de ne pas se compromettre au gouvernement tout en exerçant une influence décisive sur ce dernier afin de prendre des mesures anti-immigrés.

Quoiqu'il en soit pour le cas suédois, cet exemple constitue un nouveau signal d'alarme vis-à-vis de la

dangereuse progression de la droite radicale en Europe qui, au-delà de sa représentation institutionnelle ou de sa participation à des gouvernements, a démontré sa capacité à déterminer l'agenda politique, le discours et les décisions prioritaires des partis traditionnels. A tel point que ces derniers deviennent purement et simplement les « instruments indirects d'application de leur programme, comme le révèle ce qui se passe en France avec la déportation des Gitans » (7) ou avec les lois et les polémiques sur l'interdiction du voile intégral dans l'espace public.

Notes:

1/ Par ailleurs comte et membre de plusieurs conseils d'administration, dirigeant d'un institut de recherches lié à la Confédération des entreprises de Suède (SAF).

2/ <http://www.proceso.com.mx/rv/modHome/detalleImpreso/152064>

3/ <http://www.proceso.com.mx/rv/modHome/detalleImpreso/152064>

4/ <http://www.publico.es/internacional/337673/extrema/derecha/siembra/incertidumbre/suecia>

5/ <http://www.lavanguardia.es/internacional/noticias/20100918/54005069609/la-ultraderecha-tienta-a-suecia-parlamento-segunda-guerra-mundial-fredrik-reinfeldt-partido-liberal-.html>

6/ www.lavozdegalicia.es/mundo/2010/09/21/0003_8737682.htm

Front national: La succession de Le Pen, enjeux et perspectives

Entretien avec René Monzat

Observateur des extrêmes droites depuis plus de 20 ans, René Monzat rappelait en 2004 que ce courant, loin d'être une passade de la vie politique française était au contraire une tendance lourde, enracinée, présente au niveau européen, appelée à durer et à progresser si une vraie alternative de gauche ne voyait pas le jour. Alors que la principale force d'extrême droite française s'apprête à changer de leader, nous avons interrogé René Monzat sur les enjeux et les conséquences de ce congrès historique. Loin de faire l'unanimité sur l'ensemble des points abordés, cette enrichissante interview s'inscrit pleinement dans les débats de la gauche.

Selon toi, quels sont les enjeux du congrès du FN? Qu'est-ce que le FN aujourd'hui? Quelles leçons pouvons-nous tirer de l'incroyable longévité de la formation d'extrême droite, malgré ses crises successives provoquant le départ de nombreux cadres?

L'enjeu unique est la possibilité d'un rebond et le risque d'une scission/disparition. Autrement dit, le FN peut-il survivre politiquement à (Jean-Marie) Le Pen? Certes, et malgré les apparences, le FN ne s'est jamais réduit à un fan-club de Jean-Marie Le Pen. Mais celui-ci est resté durant trois décennies la pièce maîtresse de la visibilité politique nationale du FN.

Aujourd'hui le FN reste l'ombre de ce qu'il fut jusqu'en 1999, car il ne s'est pas remis de l'expulsion des partisans de Bruno Mégret, entraînant le départ de la majorité des cadres du parti. Son récent regain d'adhésions ne lui a pas permis de regagner un nombre d'adhérents à la hauteur de ses scores électoraux, la diminution du nombre de ses élus pèse sur ses moyens financiers, il n'a plus de système de presse cohérent depuis l'arrêt de National Hebdo, il a renoncé à ses ambitions de renouvellement intellectuel (fortes dans la décennies 1990), et surtout les militants du Front ne sont nulle part des représentants (associatifs ou syndicaux) de milieux ou de couches sociales plus larges que lui-même. Le Front national ne pèse directement sur aucun débat, aucun enjeu. Il soutient mollement l'opposition à la réforme des retraites, alors qu'une fraction de sa base est partisane d'une radicalisation du mouvement, tandis qu'une autre rôle contre les manifestations et les grèves (1).

Le FN a su durer car il a constitué l'expression politique et militante de deux courants en large intersection: d'une part une extrême droite xénophobe et sécuritaire et d'autre part une droite révolutionnaire, deux courants politiques durables et qui continueront d'ailleurs à exister même en cas de disparition du FN.

Marine Le Pen et Bruno Gollnisch prétendant à la succession, comment peut-on interpréter leur positionnement programmatique, stratégique et leurs divergences idéologiques? Quels sont les courants internes qui les soutiennent et/ou les entourent ?

Il n'existe aucune différence réelle, l'enjeu unique, à ce stade, se limite à la succession; «qui» de Marine ou Bruno? Le positionnement politique et idéologique des sensibilités, les stratégies personnelles des cadres, les recompositions d'appareil, les alliances intra courant (internes/externes) vont être complètement redistribuées en fonction du résultat.

Comment comprendre le pacte de non-agression conclu entre Marine Le Pen et le Bloc identitaire, alors que ces derniers prétendent se présenter à la présidentielle de 2012? Par ailleurs, comment décrypter les rapports de la Ligue de défense juive (LDJ) avec Marine Le Pen?

Personne ne croit que les Identitaires puissent présenter un candidat «sérieux» en 2012. Ceux-ci sont fortement influencés par la culture politique de la Nouvelle Droite (Grece), tout comme le sont d'autres réseaux qui apparaissent actuellement pro-Gollnisch.

La Ligue de défense juive est un groupuscule d'extrême droite sioniste qui obéit à une logique d'alliance tout azimut contre l'ennemi arabo-islamiste. L'axe d'alliance comporterait les droites et extrêmes droites européenne contre leurs immigrés, l'État d'Israël contre les Palestiniens, la Russie occupée à «buter les Tchetchènes».

Les crises successives du FN ont débouché sur la création de nombreux groupuscules concurrents Mouvement national républicain (MNR), Nouvelle Droite populaire (NDP), Parti de la France (PDF). Selon toi, quel est l'avenir de la tentative de convergence que constitue le «comité de résistance nationale»? N'est-ce qu'une nouvelle version de la lutte entre PFN et FN dans les années 1970? L'émergence de la mouvance nationaliste-autonome, que S. Ayoub cherche à coordonner, en constitue-t-elle «le bras armé»?

À son apogée des années 1990, le FN avait tué, neutralisé, ou satellisé la plupart des autres groupes ou groupuscules d'extrême droite. Aucun projet concurrent ne s'est développé depuis les années 1970, pas même le MNR de Bruno Mégret qui à sa création en 1999 emportait (sur le papier) la majorité des cadres et la moitié des militants du FN.

L'agitation groupusculaire, les mini-convergences reflètent les efforts des anciens cadres issus du FN pour redéfinir des thématiques et regagner dans leur famille politique une sorte d'hégémonie intellectuelle. MNR, NDP et PDF représentent autant des générations de départ que des orientations distinctes, sachant que les divergences de culture politique entre eux sont plus faibles aujourd'hui que quand ils étaient réunis dans le FN des années 1990.

Comment comprendre la porosité de plus en plus grande de la droite classique aux idées des extrêmes droites et particulièrement, en France, son aile sarkozyste? Du débat sur l'identité nationale au principe de préférence nationale comme axiome du programme du FN, existe-t-il des passerelles idéologiques durables en cours de solidification? Selon toi, quel est le rôle des organisations comme Riposte laïque dans ce contexte?

La porosité n'est pas au départ une question d'affinité, mais résulte de ce que les gouvernements et partis de droite sont prioritairement animés par le souci de se faire réélire et gèrent dans cet objectif les questions à mettre au centre du débat public. Pour forcer le trait, les politiques économiques et sociales de droite nuisent aux couches populaires, à la majorité de l'électorat, il faut donc trouver un soutien au gouvernement sur d'autres sujets. Donc on met le paquet sur la question de l'insécurité, on monte une campagne pour réactiver les représentations ancestrales sur les gitans-manouches-chapardeurs alors même que n'existe pas la moindre «demande» sociale en ce sens et que même l'extrême droite n'utilise pas ce thème.

Les droites, sans majorité suffisante, se retrouvent ensuite en alliance de fait avec le parti local d'extrême droite qui dicte ses conditions sur ses thèmes prioritaires en échange d'un soutien sur les autres questions. Ce stade ultime de porosité concerne le Danemark, la Suède, la Hollande.

Après des années de pratique, un couronnement législatif, une utilisation renouvelée des thématiques à chaque élection (elles resservent à chaque fois parce que les raisons qui ont prévalu pour leur première utilisation perdurent), cela modifie la réalité, renforce les ghettos et discriminations et donne inévitablement lieu à des théorisations. Une pratique d'État raciste et une rhétorique xénophobe renforcent et légitiment comportements et représentations racistes. Il n'y a pas besoin de passerelles, même si celles-ci se multiplient inévitablement en conséquence de ces évolutions de fond.

Dans « Voleurs d'avenir », tu conclus que l'espoir d'inverser cette tendance de progression ascendante des extrêmes droites (le plus souvent nationales-libérales s'inscrivant dans «le choc des civilisations») se pense à une dimension européenne. Quelles seraient, selon toi, les voies de cette inversion de tendance?

En 2004 j'avais publié un diagnostic pessimiste, pointant la persistance des raisons qui à moyen terme alimentaient les extrêmes droites européennes. Le FN français a sur ces entrefaites connu ses plus faibles résultats depuis 30 ans. Nous avons décidé de dissoudre Ras l'Front qui avait été un instrument efficace pour contenir la croissance du FN, et qui était pertinent face aux thématiques du FN et à son mode d'activités politique et militante dans la période. Nous partageons l'idée qu'une nouvelle période de lutte contre l'extrême droite pouvait survenir, mais que les thématiques et les moyens d'action seraient alors

différents de ce que nous avons connu. Il faut comprendre la situation à long terme et à l'échelle européenne si l'on veut agir efficacement dans la situation nouvelle.

D'abord voir à quel point le contexte a changé. La rhétorique sur «les immigrés prennent nos emplois» est abandonnée même par l'extrême droite, la rengaine sur la «submersion démographique» n'a plus de sens alors que le Maghreb et la Turquie achèvent leur transition démographique rejoignant les taux de natalité européens.

Ensuite comprendre que dans la prochaine décennie, les extrêmes droites européennes tenteront de se fédérer en particulier autour d'une reformulation culturaliste (islamophobe) de l'opposition à l'immigration, en conjugaison avec un refus de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Et ce pour deux raisons objectives: au-delà de l'extrême diversité des histoires et situations des immigrations et des différences de cultures politiques et institutionnelles des différents États européens vis-à-vis de leurs populations immigrées, dans les principaux pays européens les populations symboles de l'immigration viennent de pays musulmans (Maghreb en France et en Belgique), Turquie en Allemagne, Pakistan au Royaume-Uni.

L'autre raison est que le projet d'adhésion de la Turquie est mal géré par les instances européennes, comme si cette perspective n'était qu'un des innombrables projets bureaucratiques menés en catimini.

Les conséquences sur la riposte sont lourdes: car quand nous manifestons dans le cadre de Ras l'Front, réseau en intersection organique avec le mouvement ouvrier syndical et les organisations politiques de gauche et d'extrême gauche, nous le faisons aussi sur le socle des valeurs démocratiques issues de la Révolution française et de la Résistance partagées et formellement revendiquées par tout l'éventail politique hors FN.

La constitution d'un cadre d'alliance pour riposter à l'extrême droite sera difficile. Aujourd'hui la gauche est divisée devant les questions posées par la visibilité religieuse des citoyens européens musulmans, l'acceptation d'éléments de mode de vie (dont le voile) et sur les rapports à entretenir avec les associations religieuses/communautaires musulmanes. Les attitudes vis-à-vis de l'adhésion de la Turquie à l'UE ne sont pas unanimes à gauche ni dans le reste du champ politique (hors ED).

Quelles seront selon toi les problèmes auxquels la gauche sera confrontée dans un avenir proche concernant la définition des nouvelles tendances des extrêmes droites européennes?

Nous serons confrontés à plusieurs problèmes complexes. Le discours que nous entendrons ne sera pas forcément une caricature de droite extrême plus libérale, plus conservatrice, plus inégalitaire. Penser sur un axe unidimensionnel droite/gauche n'aurait pas grand sens, face à une droite révolutionnaire qui retrouverait ses bases dans des couches populaires. C'était la tonalité du dernier discours de Le Pen le 1er mai : un discours alliant défense des valeurs populaires ouvrières face au capitalisme, mondialisme, libéralisme, ultra. Et par un FN prétendant reprendre le flambeau contestataire d'une gauche amollie. Les syndicats sont aujourd'hui plus outillés que les partis pour y répondre.

La question d'une islamophobie instrumentalisant des thèmes progressistes: je pense ainsi à la question du statut des femmes en islam. La gauche a intellectuellement et politiquement imposé sur cette question.

Or de même que le centre de gravité économique passe en Asie, le centre de gravité du mouvement féministe de ce siècle risque de se déplacer vers la zone arabo-musulmane où le contraste est explosif entre la situation d'oppression que des centaines de millions de femmes subissent au nom de l'islam et le développement économique, social et éducationnel de ces pays. Ce mouvement des femmes ne se fera pas contre la religion, mais en large partie au nom des potentialités libératrices du message de Mahomet. Une bonne partie du mouvement féministe français a adopté des positions qui lui font ignorer cette réalité aujourd'hui émergente. La caricature de cette attitude pousse des courants comme Riposte laïque, obnubilés par l'islamisme, à organiser des initiatives communes avec l'extrême droite.

L'adhésion de la Turquie, c'est construire une Europe politique et sociale avec une puissance musulmane de près de 80 millions d'habitants. Cela aurait beaucoup de conséquences pour l'Europe, cela affaiblirait dans le monde entier la thématique de la guerre de civilisation, cela aurait de grandes conséquences pour la République laïque et la société de Turquie, cela faciliterait l'évolution de l'islam européen. Mais il est impossible de faire d'une attitude ou position politique concernant cette adhésion un pré-requis de la lutte contre la nouvelle extrême droite.

Personne ne peut aujourd'hui proposer de réponses à la fois pertinentes, cohérentes et capables de rassembler. Pour sortir des apories intellectuelles et des impasses politiques nous devons d'emblée raisonner à l'échelle européenne et internationale.

Le mouvement ouvrier et la gauche ont des responsabilités particulières pour opposer à la mondialisation libérale comme au repli nationaliste, une altermondialisation politique et sociale. La généralisation de la reconnaissance des droits indépendamment des appartenances, jusqu'à la reconnaissance du principe de droits politiques inhérents à la personne, est la riposte la plus radicale aux politiques et pratiques administratives xénophobes du racisme d'État.

Lutter contre les assignations communautaires et la communautarisation des espaces nationaux implique à mon sens de reconnaître que le droit de s'habiller comme on l'entend a la même valeur à Paris, Londres, Ryad ou Téhéran. Faute de quoi une partie de la gauche jouera le rôle de caution «laïque» d'un communautarisme euro-chrétien.

Rien n'est joué, ni gagné ni perdu, mais de là dépendra en bonne partie de ce que nous serons capables de faire dans les quelques années qui viennent !

Publié dans : Revue Tout est à nous ! 15 (novembre 2010)

Note:

1. Selon l'enquête Ipsos/Europe 1, les Français et les grèves reconductibles du 12 octobre 2010, 48% des sympathisants FN souhaitent que les grèves s'arrêtent très vite, mais 42% souhaitent qu'elles durent plus longtemps, proportion supérieure à celle des l'ensemble des sympathisant de gauche (40%)!